

# ALBERTVILLE

## PLAN LOCAL D'URBANISME

### 6.3 – ANNEXES SANITAIRES



Prescription de la révision n°1 du PLU :  
Délibération du conseil municipal du 18 novembre 2013

Arrêt du projet :  
Délibération du conseil municipal du 26 mai 2014

Approbation du Plan Local d'Urbanisme :  
Délibération du conseil municipal du 17 novembre 2014

**DEPARTEMENT DE LA SAVOIE**  
**SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT**  
**DE LA REGION D'ALBERTVILLE**  
**(SIARA)**

---oooOOOooo---

**SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT**

**Ville d'ALBERTVILLE**

**Document d'Enquête Publique**

**Note explicative**

---oooOOOooo---



*7, rue Lieutenant Eysseric*  
*BP 148*  
*73204 ALBERTVILLE CEDEX*  
*Tél : 04.79.32.40.81-Fax : 04.79.37.70.26*  
*E.mail : [contact@edacere.com](mailto:contact@edacere.com)*

**NOVEMBRE 2004**

## **SOMMAIRE**

<b>PREAMBULE.....</b>	<b>3</b>
I. PRESENTATION DE L'ETUDE .....	3
II. CADRE JURIDIQUE .....	3
II.1. <i>La Directive Européenne de 1991.....</i>	3
II.2. <i>La Loi sur l'Eau .....</i>	4
II.3. <i>Décret du 3 juin 1994 - Arrêtés du 6 mai 1996 et circulaire du 22 mai 1997.....</i>	4
II.4. <i>Gestion de l'assainissement : Principales obligations.....</i>	5
<b>ZONAGE RETENU.....</b>	<b>6</b>
I. ZONES RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....	6
I.1. <i>Zones desservies en assainissement collectif.....</i>	6
I.2. <i>Zones desservies à l'issue des travaux d'extension des réseaux.....</i>	7
II. ZONES RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	7
II.1. <i>Localisation .....</i>	7
II.2. <i>Aspect technique .....</i>	7
III. MAITRISE DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT .....	8
III.1. <i>Généralités .....</i>	8
III.2. <i>Cadre réglementaire et juridique.....</i>	9
III.3. <i>Définition du zonage de la commune .....</i>	10
III.3.1. <i>Zone d'évacuation assurée par un réseau de type unitaire .....</i>	10
III.3.2. <i>Zone d'évacuation assurée par un réseau de type « pluvial strict ».....</i>	11

## PREAMBULE

### **I. PRESENTATION DE L'ETUDE**

En matière d'assainissement des eaux usées urbaines, la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 et son décret d'application n° 94-469 du 3 juin 1994 ont renforcé les compétences des collectivités locales. Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région d'Albertville (SIARA) a ainsi choisi de délimiter les zones de son territoire relevant de l'assainissement collectif ou de l'assainissement non collectif, par la mise en place d'un schéma directeur d'assainissement.

Le Bureau d'Etudes EDACERE a été mandaté pour réaliser ce schéma pour le Syndicat, Maître d'Ouvrage.

La Direction des Services Techniques d'ALBERTVILLE est désignée en tant que conducteur d'études.

Ce rapport constitue une **notice explicative du zonage d'assainissement retenu**.

**Les dossiers d'élaboration du schéma directeur concernant :**

- **l'étude diagnostique des réseaux d'assainissement de la ville d'Albertville (décembre 2002 – juin 2003),**
- **l'analyse de l'existant et l'élaboration des scénarii à l'échelle de la ville (avril 2003),**
- **l'analyse de la gestion de l'assainissement (décembre 2003),**

**sont consultables en mairie.**

### **II. CADRE JURIDIQUE**

La réglementation applicable en matière d'épuration des eaux usées repose sur la Directive Européenne n° 91/271 du 21 mai 1991, ainsi que la Loi sur l'Eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 et ses décrets d'application.

#### **II.1. La Directive Européenne de 1991**

La Directive Européenne relative au traitement des eaux résiduaires urbaines a fixé, pour l'ensemble des Etats membres de l'Union Européenne, des objectifs concernant la collecte, le traitement et le rejet des eaux urbaines résiduaires. Cette directive a été transcrite en droit français par la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 et le décret n° 94-469 du 3 juin 1994.

## II.2. La Loi sur l'Eau

La Loi sur l'Eau a renforcé les dispositions concernant l'assainissement dont la responsabilité d'organisation et de contrôle incombe aux communes.

L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 03 Janvier 1992 complète le Code des Collectivités Territoriales par l'article L 2224.10 qui prévoit, **après enquête publique**, que les communes ou leur établissement public de coopération délimitent :

- « **les zones relevant de l'assainissement collectif**, où les communes sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ».
- « **les zones relevant de l'assainissement non collectif** où les communes sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et si elles le décident, leur entretien ».

### Remarques :

- ↳ *L'assainissement non collectif (ou assainissement autonome mentionné par le Code de la Santé Publique) est défini comme « tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement ».*
- ↳ *A titre d'illustration, un assainissement dit « regroupé » pour un hameau ou un groupe d'habitations pourra relever de l'assainissement collectif si les travaux d'assainissement comportent un réseau réalisé sous maîtrise d'ouvrage publique, et de l'assainissement non collectif dans le cas contraire.*
- « **les zones** où des mesures doivent être prises pour **limiter l'imperméabilisation des sols** et pour assurer la maîtrise du débit de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ».
- « **les zones** où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la **collecte, le stockage** éventuel et en tant que de besoin, le **traitement des eaux pluviales** et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ».

## II.3. Décret du 3 juin 1994 - Arrêtés du 6 mai 1996 et circulaire du 22 mai 1997

Ces textes, relatifs à la **collecte** et au **traitement des eaux usées** fixent notamment les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement.

L'article 16 du décret du 3 juin 1994, impose aux communes l'élaboration d'un programme d'assainissement, objet de cette étude.

#### **II.4. Gestion de l'assainissement : Principales obligations**

Le Code Général des Collectivités Territoriales impose :

- pour l'assainissement collectif (R 2224-11 à R224-16) :
  - ↳ un traitement des effluents pour les communes ou agglomérations représentant moins de 2 000 équivalent-habitants avant le 31 décembre 2005,
- pour l'assainissement non collectif (L 2224-9) :
  - ↳ la mise en place du contrôle technique de l'assainissement non collectif, avec la création d'un Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) avant le 31 décembre 2005.

## ZONAGE RETENU

Un plan annexé au présent rapport schématise le zonage retenu.

### **I. ZONES RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

#### **I.1. Zones desservies en assainissement collectif**

En 2002, l'assainissement collectif concernait 17 414 habitants, soit 94,7 % de la population totale en pointe.

La collecte s'organise selon trois bassins versants (BV) :

- BV1 : situé sur la rive gauche de l'Arly, **comprenant Conflans et la Plaine de Conflans**, la cité médiévale de Conflans étant en cours de raccordement à l'unité de traitement,
- BV2 : reprenant le **Centre d'ALBERTVILLE** assaini par un réseau unitaire et où transitent les eaux de PALLUD,
- BV3 : regroupant **les secteurs d'ALBERTVILLE** dotés d'un **réseau de type séparatif** et reprenant les communes de MERCURY et GILLY SUR ISERE.

Les réseaux sont de type :

- unitaire : 16 400 ml,
- eaux usées : 46 260 ml,
- eaux pluviales : 61 900 ml,
- collecteur du SIARA : 3 000 ml.

L'âge moyen des conduites principales est de 50 ans.

Le traitement des effluents est effectué par la station d'épuration du SIARA.

Notons, la particularité de quelques habitations du **hameau du Pommaray** raccordées au réseau d'assainissement de la Commune de VENTHON.

## **I.2. Zones desservies à l'issue des travaux d'extension des réseaux**

**L'assainissement collectif concerne toute la plaine d'Albertville (centre ville et extensions accolées) et Conflans.**

Les travaux d'extension des réseaux sont donc ponctuels.

A l'issue des différentes tranches de travaux, 93,8 % en 2020 de la population maximale seront en assainissement collectif, soit une estimation de 18 220 habitants.

## **II. ZONES RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

### **II.1. Localisation**

L'assainissement non collectif concerne **les hauts de Conflans (Farette, Chemin Gravin, Plan Bettet, la Bottière, le Pommaray, le Mont, le Revêty, le Reidier et le Bettex) ainsi que l'habitat éparsé**, habitations éloignées du réseau d'assainissement, soit environ 517 habitations pour 1 200 habitants en pointe, à l'issue de la réalisation des tranches d'assainissement.

D'un point de vue technique, nous distinguerons les équipements neufs, qui devront être aux normes et la réhabilitation de l'existant.

### **II.2. Aspect technique**

La plupart des installations d'assainissement non collectif existantes ne sont pas rigoureusement conformes à la réglementation actuelle, dont les dispositions techniques ne datent que de 1996. Toutefois, deux catégories peuvent être distinguées : celles qui fonctionnent et ne posent aucun problème particulier et celles qui dysfonctionnent et sont à l'origine de nuisances sanitaires et / ou environnementales.

**Cette deuxième catégorie est celle sur laquelle il convient de mettre l'accent pour la remise aux normes des équipements, les installations de la première catégorie pouvant faire l'objet de mises aux normes dans le cadre de vente ou de réaffectation du bâti.**

Il n'a pas été signalé de nuisances sanitaires et / ou environnementales sur les équipements existants sur les hameaux de la commune. En application du principe présenté dans le paragraphe précédent, aucune pression particulière ne serait à exercer sur ces habitations pour la mise en conformité immédiate des installations de traitement des eaux usées.

Aucune analyse de sol n'a été réalisée au droit des parcelles concernées par ce type d'assainissement. Une étude de sol à la parcelle devra donc être réalisée pour chaque installation d'assainissement non collectif, afin de déterminer précisément la filière à mettre en place conforme à la réglementation en vigueur.



### III. MAITRISE DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT

#### III.1. Généralités

Il est rappelé que la commune délimite :

- *« les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement »,*
- *« les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »*

Quel que soit le zonage retenu par la commune et dans le cadre de l'assainissement collectif comme non collectif, il faut absolument écarter au maximum les eaux pluviales des unités de traitement.

Ainsi, la collecte et l'évacuation des eaux usées et pluviales doivent être différentes (en domaine privé et dans la mesure du possible en domaine public).

Pour ce qui concerne la commune, des problèmes particuliers liés à l'évacuation des eaux pluviales ont été relevés dans le secteur de la route de l'Arlandaz où les collecteurs sont fortement sollicités.

Lors d'importantes pluies, la collecte des eaux pluviales au niveau des réseaux unitaires bien qu'équipés de déversoirs d'orage entraîne un dysfonctionnement des réseaux, avec notamment une mise en charge du collecteur intercommunal et des répercussions au niveau des communes situées à l'aval, où des débordements ont été constatés.

Par ailleurs, les déversoirs d'orage situés sur le réseau unitaire sont sollicités à la moindre pluie et sont en limite de déversement par temps sec en période de réessuyage des sols.

Ainsi, compte tenu de l'aspect réglementaire relatif aux rejets par temps de pluie, un bassin de stockage des eaux pluviales pourra être mis en place à la demande des Services de l'Etat.

Dans un premier temps, l'autosurveillance des déversoirs d'orage va être installée conformément à la réglementation en vigueur. Il a été convenu avec les Services de l'Etat que les données de l'autosurveillance accumulées sur un à deux ans serviront à définir avec précision l'opportunité et le dimensionnement du bassin de stockage.

La maîtrise des eaux pluviales devra être envisagée différemment selon que les eaux pluviales sont évacuées par des réseaux unitaires ou des réseaux « pluviaux ».

### III.2. Cadre réglementaire et juridique

La gestion des eaux pluviales pose le problème de leur évacuation, mais aussi de la pollution entraînée par temps de pluie.

Les effets de la concentration humaine, de l'imperméabilisation de vastes espaces urbains ont mis en évidence la nécessité de maîtriser les eaux pluviales dans les politiques d'aménagement de l'espace.

Parallèlement, l'amélioration de l'assainissement par temps sec a mis en évidence le besoin de mieux maîtriser la pollution véhiculée par temps de pluie, afin de limiter les pollutions déversées dans le milieu naturel.

La Loi sur l'Eau du 03 janvier 1992 et ses décrets d'application du 29 mars 1993 relatifs aux procédures de déclaration et d'autorisation ont instauré un nouveau cadre de gestion des eaux pluviales.

Nous retiendrons les points suivants :

- est soumise à **autorisation** toute « création d'une zone imperméable supérieure à 5 hectares d'un seul tenant, à l'exception des voies publiques affectées à la circulation » ;
- est soumise à **autorisation ou déclaration** « le rejet d'eau pluviale dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration lorsque la superficie totale desservie est :
  - ↳ supérieure ou égale à 20 hectares : autorisation,
  - ↳ supérieure ou égale à 1 hectare mais inférieure à 20 hectares : déclaration ».

Le Code Civil s'attache aux responsabilités et aux devoirs des propriétaires fonciers concernant l'écoulement de l'eau pluviale : Articles 640 à 644 et 666, 681.

Dans le cadre de l'étude, les articles 640 et 681 sont à rappeler :

- Article 640 :

« Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué.

Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. ».
- Article 681 :

« Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique : il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin. »

### **III.3. Définition du zonage de la commune**

L'élaboration du zonage de la commune résulte d'une combinaison de facteurs naturels ou humains relatifs à l'hydrologie et à l'urbanisme :

- aspects intéressant l'hydrologie : la topographie, l'hydrographie, les réseaux d'assainissement et leurs dysfonctionnements, les zones d'inondations, les projets d'assainissement public,
- aspects intéressant l'urbanisme : la morphologie urbaine existante et son évolution à court terme (densité du tissu, hauteur des bâtiments, mixité du tissu par rapport à l'activité et l'habitat).

**Concernant Albertville, nous distinguerons 2 zones (Cf. plan « zonage d'assainissement eaux pluviales ») :**

- la zone d'évacuation des eaux pluviales par des réseaux unitaires,
- la zone d'évacuation des eaux pluviales par des collecteurs « pluviaux ».

#### **III.3.1. Zone d'évacuation assurée par un réseau de type unitaire**

**La prise en compte des contraintes de gestion des eaux pluviales doit être intégrée dès la conception des opérations de planification et d'aménagement. Chaque projet aura une gestion propre qui s'envisagera au cas par cas, par une approche « bassin versant – opération d'aménagement – parcelle ».**

Les secteurs concernés sont ceux assainis principalement par **un réseau unitaire** soit majoritairement **le centre d'ALBERTVILLE**.

**Un rejet s'effectuant dans un collecteur pluvial raccordé à l'aval à un réseau unitaire doit être considéré comme une évacuation assurée par un réseau unitaire et respecter les préconisations ci-après.**

La contrainte majeure pour la collecte des eaux pluviales dans ces secteurs sont les déversoirs d'orage.

En effet, ces derniers sont en limite de déversement par temps sec en période de ressuyage des sols (nappe haute).

L'augmentation des débits par temps de pluie est forte et instantanée, compte tenu de l'importance de l'imperméabilisation des sols.

L'article 9 du décret n° 94-469 du 03 juin 1994 stipule que :

*« Les eaux entrant dans un système de collecte doivent, excepté dans le cas de situations inhabituelles dues à de fortes pluies, être soumises à un traitement biologique avec décantation secondaire ou à un traitement équivalent avant d'être rejetées dans le milieu naturel ».*

**Dans ces zones**, la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement passe :

- **à l'échelle de la parcelle et de tous nouveaux projets, par la « limitation » des débits rejetés par temps de pluie. Ainsi, aucune augmentation significative et supplémentaire de débit par temps de pluie ne doit être envisagée.**  
Le volume par hectare imperméabilisé rejeté devrait être au plus égal à celui généré avant aménagement.
- **à l'échelle du bassin versant, en tant que de besoin, par le traitement des eaux pluviales et de ruissellement issues du réseau unitaire.**

Le principe est avant tout de retenir les eaux pluviales le plus à l'amont possible, afin de ne pas accroître le débit de rejet de l'urbanisation nouvelle, c'est à dire de **limiter les débits évacués à ceux générés par l'emprise de l'opération avant aménagement**. Ces aménagements seront à la charge exclusive du pétitionnaire.

Les mesures visent à ce que les aménageurs, dès la conception du projet, portent leur attention sur :

- la limitation du ruissellement, par exemple, en orientant les voiries, le bâti, le mobilier urbain sur la morphologie du bâti, de façon à ce que cela réduise la vitesse de ruissellement des eaux pluviales,
- la limitation de l'imperméabilisation en réduisant les emprises aux sols des constructions par rapports aux espaces libres, en réfléchissant au revêtement des sols et des toits, en multipliant les espaces verts (ou non imperméabilisés),
- l'emploi de techniques alternatives pour la rétention temporaire des eaux pluviales (toitures, terrasses, zones inondables, tranchées drainantes, etc.), ou une évacuation par les sols en place (puits d'infiltration, noues, fossés, etc.),
- le respect de la topographie et l'hydrographie d'un site, afin de disposer au mieux les ouvrages de stockage, les intégrer dans leur contexte urbain et favoriser un fonctionnement simple (alimentation de l'évacuation gravitaire).

Les aménagements réalisés sur le terrain ne doivent pas modifier les axes et sens d'écoulement des eaux pluviales.

**Ce secteur relève donc de la zone pluviale soumise à restriction pluviale (« limitation de l'imperméabilisation des sols, maîtrise du débit de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, stockage éventuel et en tant que de besoin le traitement des eaux pluviales et de ruissellement »).**

### **III.3.2. Zone d'évacuation assurée par un réseau de type « pluvial strict »**

**La prise en compte des contraintes de gestion des eaux pluviales doit être intégrée dès la conception des opérations de planification et d'aménagement. Chaque projet aura une gestion propre qui s'envisagera au cas par cas, par une approche « bassin versant – opération d'aménagement – parcelle ».**

Les secteurs concernés sont majoritairement les secteurs dotés d'un **réseau séparatif** ou qui seront équipés prochainement (plaine de Conflans).

**Rappel : Un réseau pluvial raccordé en aval à un collecteur unitaire est considéré comme un réseau unitaire.**

La contrainte majeure concernant ces secteurs réside en la possibilité d'acceptation des débits par rapport à la capacité des collecteurs ou aux ouvrages à l'aval (puits perdu, ouvrage de stockage ...).

**Dans ces zones, la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement passe par la limitation des débits rejetés par temps de pluie. Ainsi, aucune augmentation significative et supplémentaire de débit ne doit être envisagée.**

Le volume par hectare imperméabilisé rejeté devrait être au plus égal à celui généré avant aménagement.

Le principe est avant tout de retenir les eaux pluviales le plus à l'amont possible, afin de ne pas accroître le débit de rejet de l'urbanisation nouvelle, c'est à dire de **limiter les débits évacués à ceux générés par l'emprise de l'opération avant aménagement**. Ces aménagements seront à la charge exclusive du pétitionnaire.

Les mesures visent à ce que les aménageurs, dès la conception du projet, portent leur attention sur :

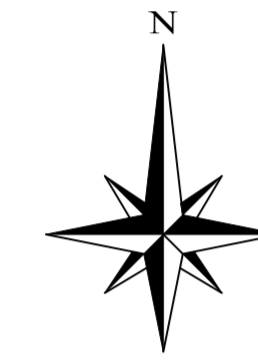
- la limitation du ruissellement, par exemple, en orientant les voiries, le bâti, le mobilier urbain sur la morphologie du bâti, de façon à ce que cela réduise la vitesse de ruissellement des eaux pluviales,
- la limitation de l'imperméabilisation en réduisant les emprises aux sols des constructions par rapport aux espaces libres, en réfléchissant au revêtement des sols et des toits, en multipliant les espaces verts (ou non imperméabilisés),
- l'emploi de techniques alternatives pour la rétention temporaire des eaux pluviales (toitures, terrasses, zones inondables, tranchées drainantes, etc.) ou une évacuation par les sols en place (puits d'infiltration, noues, fossés, etc.),
- le respect de la topographie et l'hydrographie d'un site, afin de disposer au mieux les ouvrages de stockage, les intégrer dans leur contexte urbain et favoriser un fonctionnement simple (alimentation de l'évacuation gravitaire).

Les aménagements réalisés sur le terrain ne doivent pas modifier les axes et sens d'écoulement des eaux pluviales.

**Cette zone est dans son ensemble assimilée à une zone à restriction pluviale « limitation de l'imperméabilisation et maîtrise du débit de l'écoulement des eaux pluviales et / ou de ruissellement ».**

Légende:

- Réseau eaux usées
- - - Réseau unitaire



**S.I.A.R.A.**  
 Syndicat Intercommunal d'Assainissement  
 de la Région d'Albertville

COMMUNE DE ALBERTVILLE

RESEAUX DES EAUX USEES

Echelle: 1/4000

Version	Date	Dessiné par	Vérifié par
2	13/12/2012	T.CHAMJOT	G. PERRON

Le Roteq  
 73460 Notre Dame des Mirières  
 Tél. : 04 79 38 55 32  
 Fax : 04 79 38 43 26  
[contact@sewa-siaara.com](http://contact@sewa-siaara.com)



SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Ech: 1/7000

**E.D.A.C.E.R.E.**  
7, rue Lieutenant G. Cassier EP 148 - 73204 ALBERTVILLE  
Tél : 04 79 32 40 81 Fax : 04 79 37 02 26



Vision	Date	Dessiné par	Vérifié par
	SEPT. 2004	B. BIANCHINI	S. QUARD

LEGENDE

Limite de commune: - - - - -

RESEAU HYDRAULIQUE

Cours d'eau pérenne:   
 Cours d'eau non pérenne:

RESEAU D'ASSAINISSEMENT

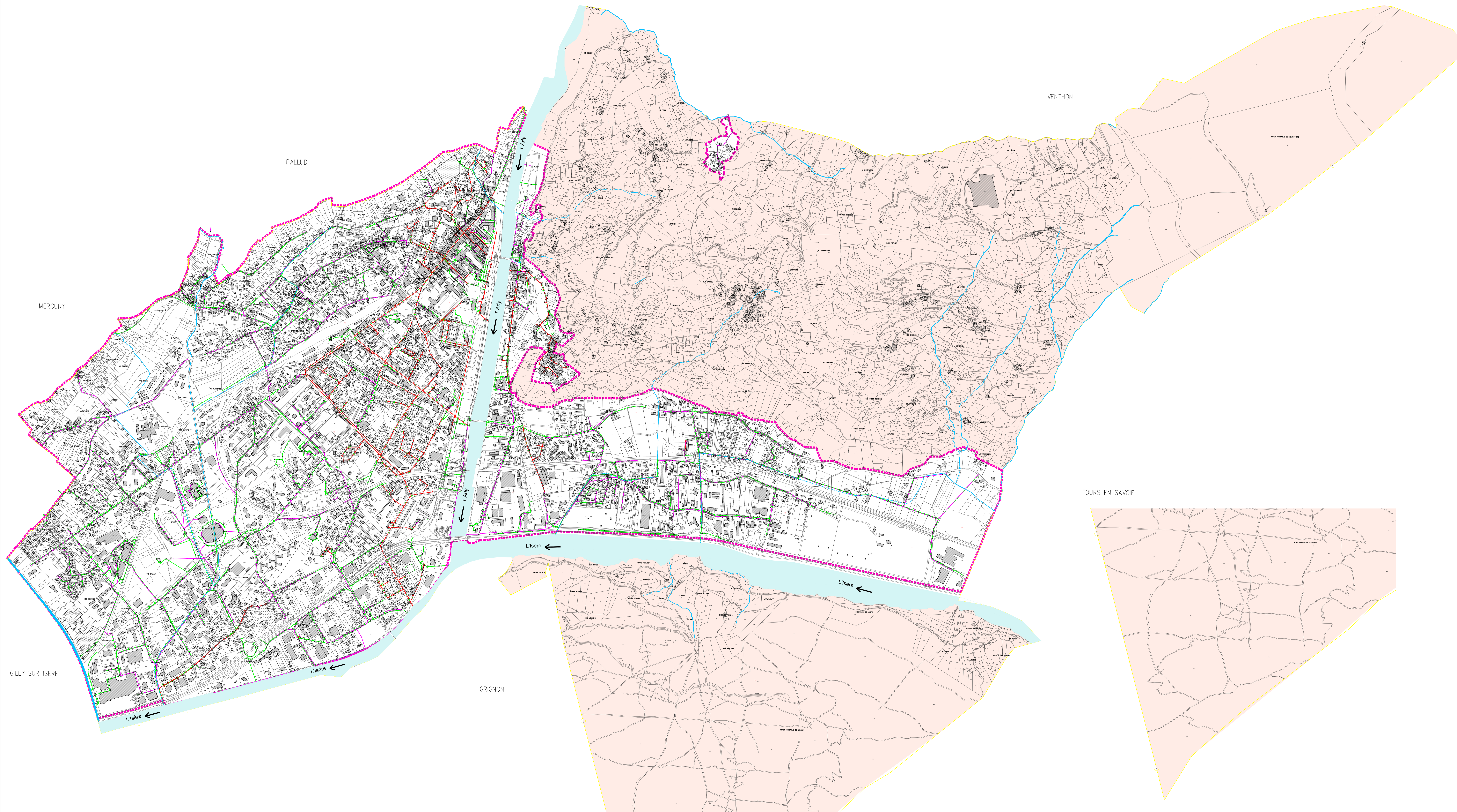
RESEAU UNITAIRE:   
 RESEAU EAUX USEES: RESEAU SEPARATIF:   
 RESEAU EAUX PLUVIALES:   
 COLONNE DE REFOULEMENT:   
 DRAIN D'EVACUATION:   
 DIRECTION D'EGOUT (D.E.):

Le tracé des réseaux est indicatif et n'engage pas la responsabilité de la commune et d'EDACERE. L'implantation précise devra être vérifiée par sondage.

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Zonage d'assainissement collectif:   
 Zonage d'assainissement non collectif:   
 Filons à sécher ou en cas de crue:

Notice des eaux pluviales et de ruissellement (confirmer notice explicative annexée au plan)   
 Evacuation des eaux pluviales ou de ruissellement assurée par les collecteurs (collecteurs unitaires ou pluviaux) (vérifier les débites évacués à l'aval par rapport de l'opération avant aménagement)   
 Evacuation des eaux pluviales ou de ruissellement assurée par tout autre collecteur: respect de la capacité hydraulique des ouvrages d'évacuation



VENTHON

MERCURY

PALLUD

GILLY SUR ISERE

GRIGNON

TOURS EN SAVOIE



# RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

COMPTES RENDUS DE LA MISSION DU DÉLÉGATAIRE EN 2011

**2011**

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE**











# SOMMAIRE

<b>Synthèse de l'année</b>	<b>7</b>
1.1 L'essentiel de l'année	8
1.2 Les indicateurs de performance	11
1.3 Le bilan et les perspectives du service	12
<b>Présentation du service et inventaires</b>	<b>15</b>
2.1 L'organisation du service	16
2.1.1 Le service	17
2.1.2 L'hygiène publique	18
2.1.3 L'équipe Service	19
2.2 L'investissement, ses modalités, et les objectifs de performance	20
2.2.1 La stratégie d'investissement et le renouvellement prévisionnel	20
2.2.2 Le bilan de travaux et dépenses à long terme	21
2.2.3 Les investissements de réhabilitation	22
2.2.4 L'ensemble des modalités de financement des investissements	23
2.2.5 Le plan stratégique et ses modalités	23
<b>L'exploitation du service</b>	<b>25</b>
3.1 Les indicateurs produits	26
3.2 Le nombre de clients usagers	27

83	La facturation des communications	88
83.1	Les appels facturés d'urgence	88
83.2	Le forfait communication sans limite	89
83.3	Les appels directs au cas par cas	89
84	Les appels non facturés et complément	91
85	Le règlement de réseau et les tarifs de porte d'entrée	93
86	Les communications internationales	94
87	Les services d'itin	95
88	Les opérations d'activation des services et des appels	98
88.1	Le plan de provision des fonds d'itin	98
88.2	Débit de service international d'itin et d'itinérance	99
88.3	Le débit des itin	99
<b>Les Comptes de la délégation</b>		<b>41</b>
91	Le Compte Annuel de Résultats d'Exploitation	42
92	Le facteur 420 et <sup>2</sup>	44
<b>La Gestion clientèle</b>		<b>45</b>
93	Des exemples de services à la clientèle	46
94	L'activité officielle de l'Agence Clientèle	48
95	La mesure de la satisfaction clientèle	50
<b>Les Autres activités</b>		<b>55</b>
96	Les actions de communication	56
97	La veille réglementaire des Psa	58
<b>Les Annexes</b>		<b>75</b>





# **SYNTHESE DE L'ANNEE**



# L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE



## 1. L'Essentiel de l'année : l'eau, l'énergie et le climat

Fin 2009, Lyonnaise des Eaux a lancé une démarche de long terme : « **action-revue sur l'eau** ». Afin de faire émerger avec l'ensemble des acteurs de l'eau un nouveau modèle pour un bon service global l'eau.

Des levants d'opinions réalisées par **ESA OPINION**, **LVA PERTE** et **Stratis RESEARCH** ont ouvert une large réflexion sur le futur de l'eau dans notre pays : état des connaissances et des informations des usagers, volet social de l'eau, son rôle de pilotage, avenir de l'investissement conjugué et santé financière pour les années à venir.



Le Directeur Général de Lyonnaise des Eaux, Jean-Louis Baudry, entouré de ses collaborateurs.



### UN DÉCRET FAVORISE L'AMT

L'eau locale est devenue fragile. Le XXI<sup>e</sup> siècle fait face aux infrastructures et aux réseaux plus anciens qu'à tous les Français. Le défi du XXI<sup>e</sup> siècle sera celui de la protection de la ressource en qualité et en quantité.

### UNE DÉCLARATION

Lyonnaise des Eaux lance fin 2011 « **Le contrat pour le service de l'eau** ». Ce contrat répond aux enjeux de protection de la ressource en eau et aux nouvelles attentes de vos élus.

- Vous voulez reprendre la main sur la politique de l'eau et mieux contrôler les investissements.
- Vous souhaitez la protection de la ressource en eau et la qualité de l'eau au cœur du débat.



# L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE



Lyonnaise des Eaux propose des solutions aux 3 attentes majeures révélées lors de la dernière consultation électorale menée sur l'Eau :

- **Assurance gouvernementale** : renforcer les moyens de contrôle et de testings des collectivités, améliorer l'information aux usagers.
- **Service** : des solutions pour tous, pour préserver la santé de l'eau.
- **Équité économique territoriale** : définition des règles de rémunération, partage des gains supplémentaires, incitation sur la performance environnementale.

Soucieuse de rendre des comptes à ses clients et aux citoyens, Lyonnaise des Eaux a placé l'efficacité de ses actions sous l'évaluation régulière de **MOVIC**, agence indépendante de notation sociale.

L'Agence Saneas se tient à votre disposition pour vous présenter le Contrat pour la Santé de l'Eau afin de le décider pratiquement sur le territoire de votre Collectivité dans le cadre d'un dialogue gouvernemental structuré de l'Eau.



## LES PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION DE SERVICE D'EAU POTABLE POUR l'ANNÉE 2015

Les principaux résultats de l'évaluation de service d'eau potable pour l'année 2015 sont les suivants :

- 100 % de conformité de la qualité de l'eau sur les paramètres bactériologiques et physico-chimiques ;
- 77,2% de rendement de réseau ;
- 128 fuites réparées par nos services sur les ouvrages d'eau potable





# L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE



En 2011, en plus de nos opérations courantes d'entretien (analyse d'autosurveillance, nettoyage des réseaux ...) nous avons procédé :

- ▶ Au renouvellement de 142 branchements en plomb conformément à nos engagements contractuels tant afin de les supprimer complètement d'ici fin 2013 (la liste des branchements en plomb qui reste à remplacer est disponible sur simple demande auprès de nos services)
- ▶ Au remplacement des canalisations d'eau potable ainsi que des branchements concernés aux adresses suivantes :
  - Février 2011 Impasse des Jougillies
  - Mars/Avril 2011 Rue des Usines
  - Mai 2011 Chemin de Cottencia



# BILAN ET PERSPECTIVES...

Les évolutions 2012 du cadre réglementaire concernent le service public de l'eau potable, sont présentées dans le chapitre **AUTRES ACTIVITÉS**.

## 4.1.1.1. **Renouvellement des équipements hydrauliques**

Dans le cadre de son programme annuel de renouvellement des équipes hydrauliques et électromécaniques, Lyonnais des Eaux prévoit de procéder en 2012 aux opérations suivantes :

- **Renouvellement des 2 pompes situées au sommet de Château Vieux** afin d'augmenter les débits de pompage et de sécuriser l'alimentation en eau en cas de fuite d'eau sur les réseaux ;
- **Renouvellement du compenseur de production téléhydraulique de Dardas** ;

## 4.1.1.2. **Des programmes renouvellement pour assurer l'eau potable**

La campagne de renouvellement des branchements plans 2012 est partie, et prévoit des travaux sur des secteurs sensibles comme l'avenue du Général de Gaulle et la rue de la République. Ils seront réalisés en coordination avec les services techniques de la ville.

En matière de renouvellement des canalisations, et conformément au programme établi, nous prévoyons de renouveler une portion de la rue Jacques Perret (devant le Plain Ciel), la rue Yann Lagarde, la rue Armand Aubry, ainsi que les branchements concernés.

## 4.1.1.3. **Des programmes de travaux de travaux de maintenance**

Afin d'assurer la qualité du service, nous recommandons à la Collectivité de procéder aux travaux suivants :

- **Renforcement du réseau à Faurie** pour répondre d'une protection incendie réglementaire entre l'industrie locale et la Chapelle ;
- **Renouvellement du réseau de distribution** (renouvelant en aval de Pommeroy (inscrit programme Ann 2012 ville d'Abertville) ;

# BILAN ET PERSPECTIVES...

- Renforcement du réseau rue Jacques Perrot afin de garantir la protection incendie dans ce secteur, avec notamment un bouclage avec la rue de l'Aléru
- Renforcement du réseau entre la cheminée des Ecoles (impasse sous la voie SNCF) et l'avenue du Port de Rhone pour améliorer la défense incendie et la Pesse de Confans, et de la zone de la Pêcheur.
- Renforcement du réseau rue de l'Aléru entre la rue Pêcheur et la rue Courroux afin de former une protection incendie réglementaire dans ce secteur.
- Requalification complète des réseaux AEP Chotin de la Poyse en DN100 afin d'améliorer la protection incendie (Projet de coordination de 2017).
- Continuer la vente en état des poteaux d'incendie suite aux anomalies signalées par le centre de secours d'Albertville (A noter l'absence de campagne 2019).

La voie d'Albertville envisage les requalifications complètes de la Montée Adolphe Hugues, de la rue Pêcheur et de l'Avenue de Tarentaise. Les branchements non-conformes seraient alors à renouveler dans le cadre de ces travaux.

Comme présenté en réunion de coordination de travaux 2010, la Ville d'Albertville avait envisagé des travaux d'aménagement dans l'enceinte de la cité médiévale de Confans. Si ce programme devait être mené, il comprendrait alors d'envisager une étude préalable concernant la requalification des réseaux d'eau (suppression des fuites, grilles et branchements abusifs...), et notamment l'amélioration de la défense incendie.

Il comprendrait également à l'occasion des travaux d'aménagement de contrôler à l'instar des zones de Secteurlement Supplémentaire sur les réseaux à forte densité de population (ex : rue de la République) afin de limiter les désagréments liés aux colères d'eau (évidées lors des entretiens après l'écoulement de fuites, reprise de branchements...)

Enfin, une interconnexion des réseaux de la commune avec ceux du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Basse Etoile, de la Gesson de Gaudin, permettrait de sécuriser la distribution d'eau potable du Centre Hospitalier actuel. Un plan de secours de l'alimentation en eau de l'ensemble de la ville (Décret du 9 mai 1987) permettrait de compléter également cette démarche.





**PRESENTATION  
DU SERVICE  
ET INVENTAIRES**

# L'ORGANISATION DU SERVICE

## 8.1 Le contrat

Le contrat de délégation de service public d'eau potable a été reconduit pour une durée de 8 ans. Il est entré en vigueur au 1er janvier 2010 pour un échéancier au 31 décembre 2017.

Par délibération en date du 27 septembre 2010, le conseil municipal a été saisi concernant la convention pour service d'eau potable avec la Communauté de Territoires en Savoie.

Par délibération en date du 29 mars 2011, un avenant n°1 a été signé concernant la prise en charge par le délégataire de renouvellements groupés de branchements les installations de renouvellements de canalisation.

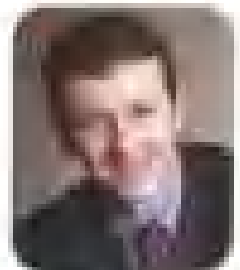
## 8.2 L'intégrité déléguée

LYONNAISE DES EAUX FRANCE est une société anonyme dont l'objet social est de fournir le gestion et l'exploitation des services délégués d'eau et assainissement.

LYONNAISE DES EAUX FRANCE est une filiale du Groupe SUEZ ENVIRONNEMENT dont le siège social est fixé à PARIS LA DEFENSE.

LYONNAISE DES EAUX FRANCE  
 Forme SAS  
 18 avenue de l'Europe  
 69600 Paris La Défense

LYONNAISE DES EAUX intervient pour le compte de la Collectivité à travers une structure régie par l'Entreprise déléguée en Eau Assainissement.



### LES CHIFFRES-CLÉS CENTRE ENTREPRISE RÉGIONALE



### UNE NOUVELLE ORGANISATION POUR DEVENIR L'ENTREPRISE PRÉFÉRÉE DE LA CITÉ

Les Centres Régionaux Rhône-Saône, Dauphiné-Savoie, Loire-Auvergne et la Stéphanoise des Eaux, sont regroupés au sein de notre nouvelle Entreprise Régionale Rhône-Alpes-Auvergne, dirigée par Jean-Pascal Darriet.

Cette nouvelle organisation renforce les liens et la proximité avec nos clients ainsi que notre ancrage territorial.



## 6.1.3 L'Agence Service

Localement, l'exploitation de services publics d'eau potable est révisée par l'Agence Territoriale Service présentée ci-dessous :

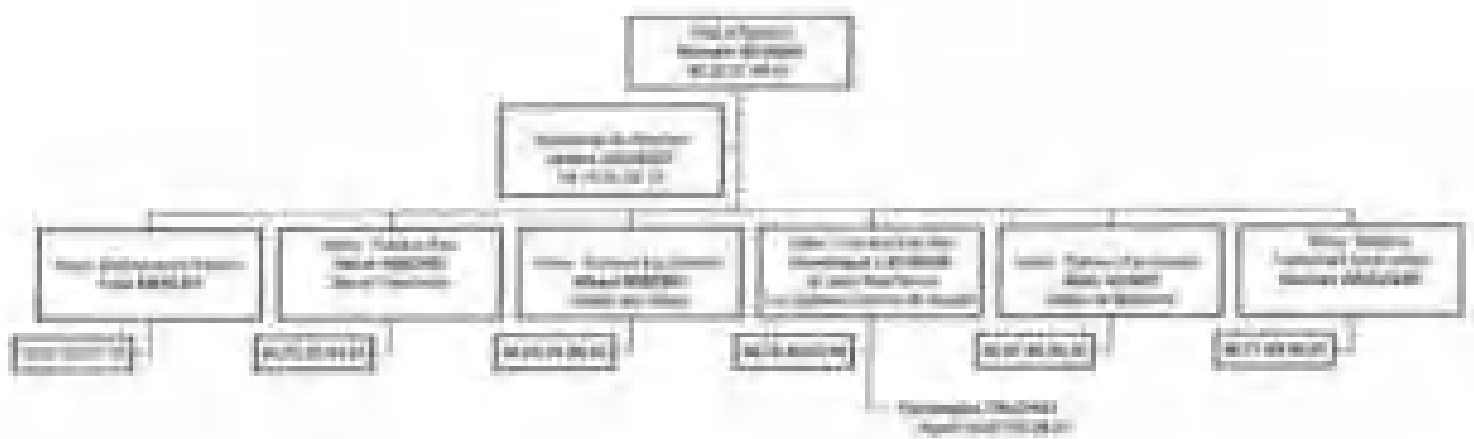
### 1. L'Agence Territoriale Service



Direction des Opérations

Direction des Opérations

Agence Territoriale Saïdia



# L'INVENTAIRE, SES VARIATIONS ET LES INVESTISSEMENTS DU PATRIMOINE

## 4.2.1 Les installations d'eau potable et de renouvellement des transmissibles

Les inventaires des équipements ont été annexés au contrat au avènement du service public d'eau potable. En cas de besoin, ils peuvent être transmis à la Collectivité sur simple demande auprès de nos services.

Néanmoins, pour la bonne compréhension du fonctionnement du service, les synoptiques des réseaux et des installations sont présentés en annexe.

Les opérations et les dépenses effectuées au titre au titre des renouvellements électriques et électromécaniques sont présentées ci-dessous :

Service	Investissements	État des lieux
CHAMP CAPTAIR DE LA PLAGE DE COMPLAIN	Renouvellement de la protection cathodique	Terminé
	Renouvellement électromécanique	Terminé
	Renouvellement groupe électrogène au diesel	Terminé
RESEAU DE LA BETTE	Renouvellement électrique (à destination EPAM)	Terminé
POMPAGE CHATEAU MARLE	Renouvellement électromécanique	Terminé
	Renouvellement électromécanique	Terminé
POMPAGE CHATEAU VEUZ	Renouvellement groupe électrogène 1	En cours
	Renouvellement groupe électrogène 2	En cours
RESEAU DE LA BETTE	Renouvellement électromécanique	Terminé
RESEAU DE PAMMONT	Renouvellement électromécanique	Terminé
RESEAU CAPTAIR ANGETTE	Renouvellement électromécanique	Terminé
RESEAU DE LA JET	Renouvellement électromécanique	Terminé
<b>Total</b>		<b>11 sur 11</b>



### 4.1.2 Les accessoires des réseaux d'eau potable

Les accessoires réseaux ont actuellement répertoriés dans le système d'information géographique de LYONNAISE DES EAUX (APE) sont les suivants :

Type	Nombre
Vannes	706
Intercepteurs / Déversoirs	13
Appareils de mesure (pneumatiques, ultrasons, ...)	39
Autres accessoires de réseau	146
<b>Total</b>	<b>904</b>

Les opérations et les dépenses effectuées sur l'année au titre des renouvellements sur les réseaux et ses organes hydrauliques sont présentées ci-dessous :

Opérations	Coût (M€ TTC)
Renouvellement vane DN 100 Rue Ambroise Croizat	Terminé
Renouvellement vane Rue Ste Thérèse M. Duval	Terminé
Renouvellement canalisation	Terminé
<b>Opérations terminées</b>	<b>34 263</b>

### 4.1.4 L'investissement des branchements d'eau et des renouvellements

#### a. La réalisation des branchements d'eau :

	2017	2018	2019	2020
Nombre de branchements réalisés	35	24	14	18

#### b. La consommation des branchements d'eau :

Type d'opération	2017	2018 (M€ TTC)
Réalisation des branchements	191	307 401 €
Etat branchements en place	142	100 000 €

### 4.3.3 Le parc informatique et son renouvellement

	2011
Montant des ordinateurs en 2011	8 016
Nombre total de ordinateurs renouvelés	426
Dépenses de renouvellement des ordinateurs	29 500 €
Taux de renouvellement dans l'année	4,8%
Age moyen du parc informatique	3,1

Le détail du parc informatique réparti par âge et matériel est présenté en annexe





# L'EXPLOITATION DU SERVICE



# LES VOLUMES PRODUITS

## Les volumes produits par mois

Volume des produits (millions m <sup>3</sup> )	2017	2018	2019	2020	2021	Diff. (%)
Janvier	102 398	102 124	102 479	117 487	111 488	-3,7%
Février	88 885	88 488	88 488	102 022	88 828	-18,7%
Mars	117 811	109 735	118 121	108 485	77 264	-29,4%
Avril	144 514	88 872	101 327	148 127	114 828	-4,1%
Mai	102 278	104 274	108 804	88 847	88 418	-8,1%
Juin	114 482	88 272	108 842	88 284	84 828	-8,4%
Juillet	108 194	102 022	104 488	88 827	88 828	0,0%
Août	88 822	102 127	111 827	88 224	88 824	-11,0%
Septembre	108 822	102 484	102 028	88 828	88 242	-4,2%
Octobre	118 828	114 828	88 828	88 144	88 828	0,0%
Novembre	108 828	108 278	118 144	88 828	78 828	-11,0%
Décembre	122 848	114 828	88 144	88 828	87 844	-2,0%
<b>TOTAL</b>	<b>1 181 111</b>	<b>1 182 111</b>	<b>1 191 111</b>	<b>1 171 111</b>	<b>1 171 111</b>	<b>-0,0%</b>

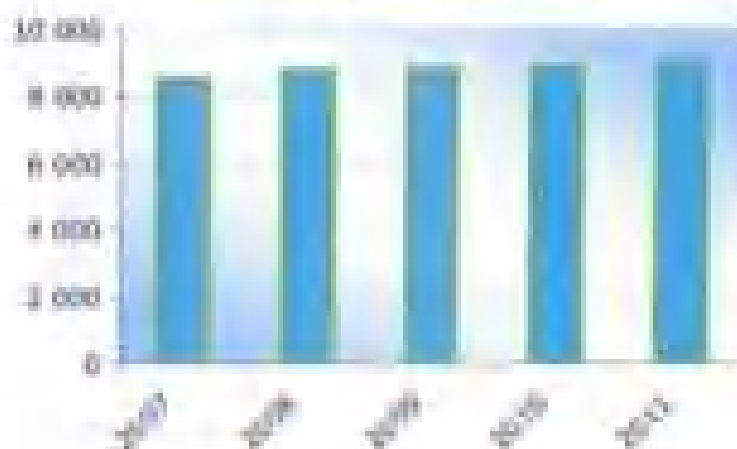
## Evolution des volumes produits par mois (en m<sup>3</sup>)



# LE NOMBRE DE CLIENTS

Année	2007	2008	2009	2010	2011
Client domestique	8 420	8 888	8 712	8 818	8 274
Client municipal	188	188	207	208	8 818
Client vente en gros	2	2	2	2	-
<b>Nombre total de clients</b>	<b>8 610</b>	<b>9 078</b>	<b>8 921</b>	<b>9 028</b>	<b>8 282</b>

Indicateur du nombre de clients 2007

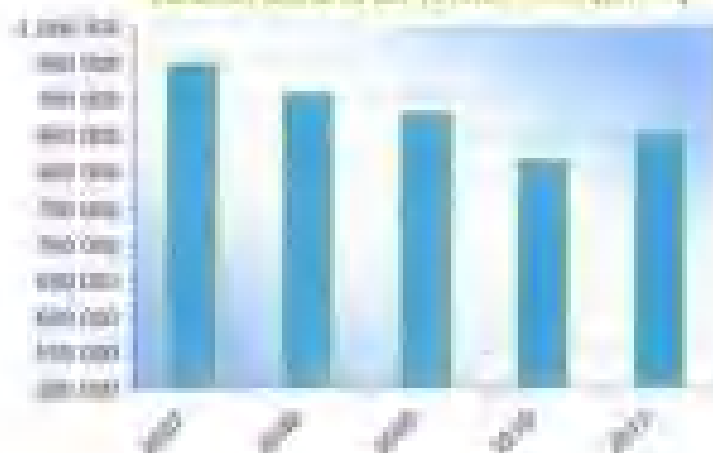


# LA FACTURATION DES CONSOMMATIONS

## 6.1.1 Les volumes facturés d'inventaire

Volume des ventes facturées	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Client final	461 000	427 940	395 120	322 200	390 270	-4,9%
Client intermédiaire	85 000	84 220	81 000	89 000	79 940	-11,8%
Client intermédiaire en gros	0	0	0	1 600	12 060	100,0%
<b>Total des ventes facturées</b>	<b>546 000</b>	<b>512 160</b>	<b>476 120</b>	<b>412 800</b>	<b>482 270</b>	<b>-4,1%</b>

Volume facturé par famille client (en M€)



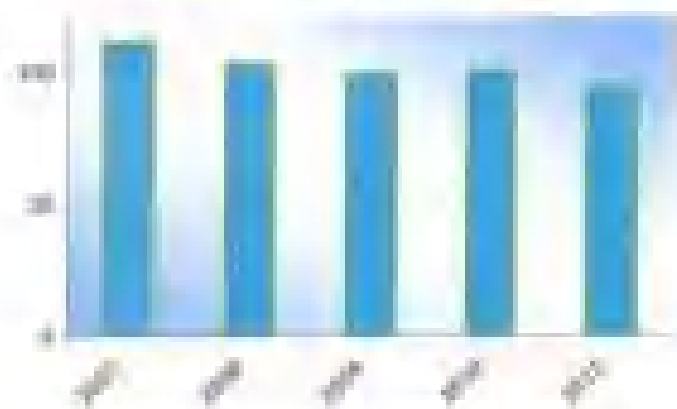
Le déclin des volumes facturés en 2010 s'explique par l'application des nouvelles dispositions du contrat d'Alberta. En effet, la lecture du 2<sup>ème</sup> semestre de l'année est faite sur la base d'une estimation égale à 40% des consommations des deux derniers semestres de facturation. Jusqu'en 2009, ce taux d'estimation était de 60%. Cette nouvelle disposition contractuelle vient donc abaisser en 2010, année du changement, les volumes facturés d'environ 11%.

À partir de 2011, on retrouve une facturation conforme à une année pleine. On pouvait alors s'attendre à ce que les volumes facturés soient supérieurs d'environ 10% à 2010. Il n'en est rien puisque l'augmentation est limitée à 4,1%. Cela traduit une baisse des volumes facturés à un rythme de -1,8% en 2010 et 2011.

### 8.1.1 L'indice de consommation d'eau potable

Description de l'indicateur	Unité	Années					Tendance
		2010	2011	2012	2013	2014	
Volume d'eau	m <sup>3</sup>	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Stable
Volume d'eau par habitant	m <sup>3</sup>	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	Stable
Indice de consommation d'eau potable par m <sup>3</sup> de consommation facturé de plus (consommation de 100 m <sup>3</sup> de consommation facturée)	€	0	0	0	0	0	Stable

Évolution de l'indice de consommation par habitant (base de données 2010-2014)

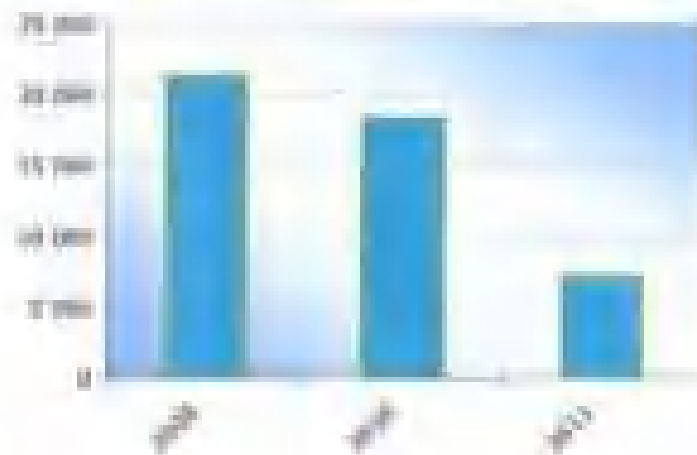


L'indice de consommation est en baisse globale depuis plusieurs années. Cette tendance est observée en moyenne sur l'ensemble des contrats de Lyonnaise des Eaux depuis maintenant quelques années. Elle est très probablement la conséquence d'une évolution du mode de consommation et de la modernisation des appareils électroménagers qui sont tournés vers la limitation du gaspillage.

6.3.3 *Las acciones dirigidas en esta materia*

	2010	2011	2012
Indicador acciones dirigidas	21.000	18.000	7.000

Indicador de acciones dirigidas (en nº)



# LES VOLUMES NON FACTURÉS ET COMPTABILISÉS

En plus des volumes mesurés aux compteurs d'eau, il existe des volumes d'eau utilisés pour le service qui peuvent être quantifiés et dont l'usage est autorisé. Ces volumes, qui ne correspondent pas à des pertes physiques d'eau, peuvent être intégrés au calcul du rendement de réseau. L'objectif est double :

- 1- Les démarches entreprises pour l'amélioration du rendement de réseau nous conduisent à distinguer et quantifier les différents types des pertes d'eau (fuites, sous-comptage, vol d'eau...) ; il devient alors nécessaire de distinguer les pertes d'eau réelles, des « pertes de services » et des « volumes comptabilisés indirects sans compteur » ;
- 2- L'indicateur « rendement de réseau » des indicateurs de performance demandés par le décret du 3 mai 2007 sur le contenu du rapport annuel sur le prix et la qualité du service, intègre dans son calcul les volumes non facturés et comptabilisés.

Tableau 1 : Répartition des volumes non facturés et comptabilisés (en millions de m<sup>3</sup>)

Volume non facturé	Volume	Volume non facturé	Volume comptabilisé
Appareil de mesure ou tout autre compteur en ligne avec une pompe sans comptage	100 d'ouvrages installés avec une pompe (entre 0,3 et 0,37 m <sup>3</sup> /h)	0	0 700
Forçage des réseaux	01 capacité de réservoir = 500 m <sup>3</sup> / 1 000 m <sup>3</sup> volume entre 0,01 et 1 000 m <sup>3</sup> / 10 volumes = 1 000 m <sup>3</sup> / 10 volumes	0 100	0 700
Eau au point de demande	1 volume entre 0,01 et 0,10	0,01	1 000
Stations pompiers	01 réservoirs	0	0 10
Eau d'eau par entreprise	01 volumes	10	0,01
Eau perdue au démarrage de groupes de pompage	0,010 m <sup>3</sup> par groupe	0	0,01
Relaiseries ou autres réseaux	01 m <sup>3</sup> par intervention	0	0,01
Pages	01 m <sup>3</sup> par volume	0,01	0,01
Eau d'eau et services au service ou raccordement	Volume d'eau de la fabrication de la station	10	0,01

Source : (1)

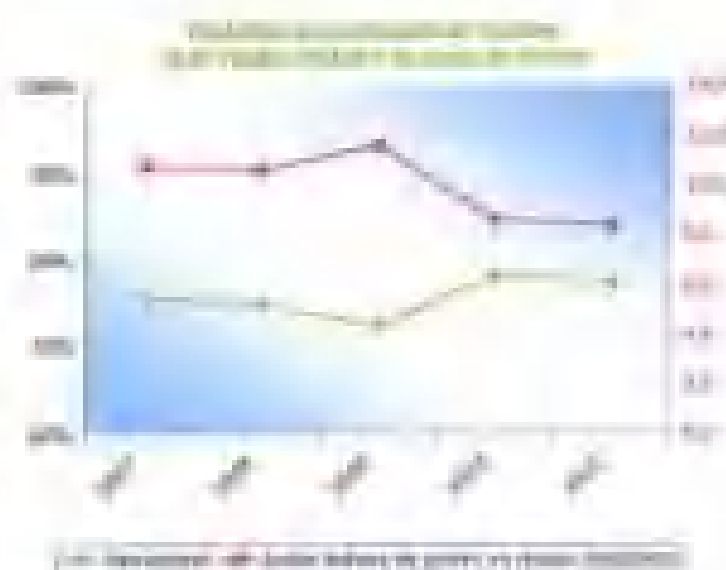
Page 14

# LE RENDEMENT DE RESEAUX ET LES INDICES DE PERTE D'EAU

Indicateurs de performance		2011	2012
A	Revenus facturés	474 508	447 478
(B-A)/A	Coûts des services facturés sur les factures officielles (sauf déductions au titre de l'abattement de 50% à partir des consommations gratuites)	41 431	0
C	Charges initiales de réseau	3 006 701	2 700 007
(B+C)-C	Nombre de jours de commercialisation (à partir de)	300	375
(B+C)/(B+C)	Revenus possibles sur 300 jours (à 7)	600 000	525 000
D	Revenus répercutés	18 000	0 000
Total		482 000	447 478
E	Revenus commerciaux pour le service (à 7)	18 000	18 000
Total		490 000	465 478

\* (à 7) pour les années initiales

Indicateurs de performance		2011	2012	2013	2014	2015
A	Revenus possibles (à 7)	1 200 000	1 076 000	1 076 000	1 000 000	1 007 000
B	Revenus commerciaux répercutés (à 7)	1 000 000	880 000	880 000	811 000	800 000
C	Revenus commerciaux non répercutés (à 7)	0	0	196 000	189 000	18 000
D	Charges de réseau (à 7)	800 000	800 000	800 000	800 000	800 000
Total		1 200 000	1 080 000	1 076 000	1 000 000	1 007 000
Total		1 200 000	1 080 000	1 076 000	1 000 000	1 007 000
Total		1 200 000	1 080 000	1 076 000	1 000 000	1 007 000



La performance des réseaux qui avait fortement progressé en 2010 (+5,8% par rapport à 2009) est en recul en 2011 (-1%) pour atteindre 77,3%. Cette baisse est en réalité très probablement la conséquence d'une estimation de calcul erronée en 2010. Il avait été calculé en 2010 les volumes facturés de la bande liée au fait d'estimer de la facturation passée de 50 à 40% (cf chapitre 2.3.1). Cette correction, qui a conduit à rajouter 21 431 m<sup>3</sup> aux volumes facturés, était probablement trop forte et a conduit à une sous-évaluation du rendement des réseaux 2010.

Pour autant, les volumes livrés au réseau qui ne souffrent d'aucun biais, sont bien en baisse en 2011 par rapport à 2010. Cela traduit la tendance actuelle de baisse des volumes perdus, qui se reflète dans « l'index réseau des volumes non livrés » qui s'élevait en 2011 à 9,8 m<sup>3</sup>/km, en amélioration par rapport à 2010.

Ce résultat dépasse l'engagement contractuel pris par Lyonnaise des Eaux sur l'année 2011 dont l'objectif était supérieur à 10 m<sup>3</sup>/km.



## LES CONSOMMATIONS ELECTRIQUES

Consommation électrique en kWh (2011)	2010	2011	Évolution
Charges captives zones de Confiance	288 328	262 888	-9%
Château Mouton	Forêt de Lyonnola SDF	84 949	
Château Vieux	40 434	44 884	+11%
Supermarché de Pallas	6 385	6 385	-0%
Fineste	3 181	2 818	-11%
Utilisateurs du site	1 008	5 368	+34%
Flammarcy	2 374	2 388	+1%
Bellevue	2 837	2 818	-1%
<b>Total (2011)</b>	<b>341 537</b>	<b>338 334</b>	<b>-1%</b>
<b>Émission de CO<sub>2</sub> en tonnes équivalent CO<sub>2</sub> (2011)</b>	<b>114</b>	<b>114</b>	<b>-</b>

Comme indiqué dans le Rapport Annuel du Délegataire 2010, les objectifs relatifs à l'Indicateur de performance contractuel « Efficacité énergétique du service » ne sont pas cohérents avec la réalité des consommations énergétiques de l'ensemble du service. L'efficacité énergétique du service, qui s'établissait en 2011 à 565 kWh/1000 m<sup>2</sup> facturés, est très largement supérieure à la valeur de 450 kWh/1000 m<sup>2</sup> facturés pris comme valeur de base au démarrage du contrat, alors que les volumes servis au réseau sont en baisse depuis 2009.

Lyonnaise des Eaux demande à la Collectivité une réévaluation des objectifs fixés en matière d'efficacité énergétique.

# LES ANALYSES D'EAU

Les tableaux ci-dessous présentent les résultats de la qualité de l'eau mesurés par les analyses réglementaires réalisées de l'A.R.S. (Agence Régionale de Santé) ainsi que les analyses d'auto-surveillance complémentaires réalisées par Lyonnais des Eaux.

Indicateur de performance (IP) - Année n° 2011-2012 (du 1<sup>er</sup> mai 2011)

INDICATEUR	IP réglementaire	IP réglementaire + auto-surveillance	Taux de conformité
Indicateur bactériologique (I)	28	0	100,0%
Indicateur physico-chimique (I2)	11	0	100,0%

Les indicateurs de performance d'analyse de conformité

INDICATEUR	IP réglementaire	Indicateur de performance réglementaire + auto-surveillance
Indicateur bactériologique (I)	14	0 - production + distribution
Indicateur physico-chimique (I2)	0	0 - production + distribution

AD : Il est à noter que le nombre de prélèvements effectués dans le cadre de tests de conformité physique chimique est inférieur au nombre de prélèvements physico-chimiques prescrits ce qui, de fait, le valeur de l'indicateur de performance est positif en principe car les résultats les meilleures ne permettent au moins pas d'être classés de qualité. Or, à partir d'une fréquence de 100% sur les analyses physico-chimiques sur tous les paramètres mesurés (hors just de tests de « qualité » sans prélèvement) une note de « conformité de qualité ».

Au cours de l'année 2011, les taux de conformité bactériologiques et physico-chimiques ont atteint 100%, ce qui est conforme aux engagements contractuels de performance pris par Lyonnais des Eaux.

ANALYSE	PRODUCTION PRÉLEVEMENTS					DISTRIBUTION				
	Nbr. Prélèvements	Nbr. OK	% OK	Nbr. OK	% OK	Nbr. Prélèvements	Nbr. OK	% OK	Nbr. OK	% OK
BACTÉRIOLOGIQUE	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0,0%
PHYSICO-CHIMIQUE	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0,0%

ANALYSE	PRODUCTION PRÉLEVEMENTS					DISTRIBUTION				
	Nbr. Prélèvements	Nbr. OK	% OK	Nbr. OK	% OK	Nbr. Prélèvements	Nbr. OK	% OK	Nbr. OK	% OK
BACTÉRIOLOGIQUE	00	0	0,0%	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0,0%
PHYSICO-CHIMIQUE	00	0	0,0%	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0,0%

ANALYSE	PRODUCTION PRÉLEVEMENTS					DISTRIBUTION				
	Nbr. Prélèvements	Nbr. OK	% OK	Nbr. OK	% OK	Nbr. Prélèvements	Nbr. OK	% OK	Nbr. OK	% OK
BACTÉRIOLOGIQUE	00	0	0,0%	0	0,0%	00	0	0,0%	0	0,0%
PHYSICO-CHIMIQUE	000	0	0,0%	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0,0%

ANALYSE	PRODUCTION PRÉLEVEMENTS					DISTRIBUTION				
	Nbr. Prélèvements	Nbr. OK	% OK	Nbr. OK	% OK	Nbr. Prélèvements	Nbr. OK	% OK	Nbr. OK	% OK
BACTÉRIOLOGIQUE	000	0	0,0%	0	0,0%	00	0	0,0%	0	0,0%
PHYSICO-CHIMIQUE	000	0	0,0%	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0,0%

ANALYSE	PRODUCTION				DISTRIBUTION			
	Nbr. Prélèvements	Nbr. OK	% OK	Nbr. OK	Nbr. Prélèvements	Nbr. OK	% OK	Nbr. OK
BACTÉRIOLOGIQUE	0	0	0,0%	0	0	0	0,0%	0
PHYSICO-CHIMIQUE	0	00	0,0%	0	0	0	0,0%	0

**10. Des autres non-conformités :**

Au cours de l'année, il n'a été constaté aucune non-conformité, y compris sur le réseau du Mont qui présentait jusqu'à là des non-conformités bactériologiques récurrentes. Des travaux d'amélioration pour la qualité de l'eau ont été réalisés en 2010 pour une mise en service en 2011 de l'unité d'ultrafiltration du Mont. En conséquence, l'eau distribuée sur ce réseau en 2011 n'a présenté aucune non-conformité bactériologique.

La distribution au réseau du réseau principal d'Arbesteville est correctement traitée, respect des recommandations en distribution.

**II. Les enjeux politiques et juridiques**

Au cours de l'année ainsi qu'au dépassement de référence de qualité n'a été constaté sur la commune, y compris sur la conductivité de l'eau sur le réseau du Murel.

# LES OPERATION D'ENTRETIEN DES OUVRAGES ET DES RESEAUX

## III.1 La filière des réparations des fuites d'eau

		2010	2011	2012	2013	2014	2015
Fuite d'eau	sur les canalisations	18	21	1	23	9	27%
	sur les branchements	27	40	27	22	23	49%
	sur les réseaux de chauffage	65	104	142	100	66	12%



Le nombre de fuites intervenues en 2011 est en légère hausse par rapport à 2010, mais principalement sur les portes de comptage.

La stagnation des fuites sur les canalisations et les branchements témoignent du bon état structurel de patrimoine enterré de la Collectivité.







# **LES COMPTES DE LA DELEGATION**



# LE COMPTE ANNUEL DE RESULTAT D'EXPLOITATION

## Exemple illustratif du résultat de l'exploitation - 2013

en milliers d'euros	2013	2012	Evolution
<b>PRODUITS</b>	<b>1 115,24</b>	<b>1 086,27</b>	<b>+2,6%</b>
Produits des services	502,31	507,79	-1,1%
Contributions et autres organismes publics	425,04	395,12	+7,6%
Transferts attribués à titre onéreux	124,49	143,89	-13,5%
Produits exceptionnels	63,40	39,47	+61,0%
<b>CHARGES</b>	<b>1 344,31</b>	<b>1 086,27</b>	<b>+23,9%</b>
Personnel	377,31	377,31	0,0%
Énergie - chauffage	134,44	134,44	0,0%
Personnel de nettoyage	1,14	1,14	0,0%
Autres	1,22	1,22	0,0%
Services extérieurs, matériel et fournitures	112,75	102,22	+10,3%
Impôts locaux et taxes	1,42	1,42	0,0%
Services extérieurs diversifiés, dont :	371,33	342,22	+8,5%
- honoraires, conseils, études et diagnostics	11,33	11,33	0,0%
- études et conseils	20,14	12,22	+64,5%
- transports	20,14	20,14	0,0%
- autres	1,32	1,32	0,0%
Frais de conseil	1,12	1,12	0,0%
Matériel et fournitures diversifiées	1,12	1,12	0,0%
Contributions des services publics et services	75,00	75,00	0,0%
Contributions et autres organismes publics	252,31	242,22	+4,1%
Charges relatives aux immobilisations :			
- pour grande et moyenne durée	1,12	1,12	0,0%
- programmes courants	11,12	11,12	0,0%
Charges relatives aux immobilisations :			
- programmes courants	1,12	1,12	0,0%
Charges relatives aux immobilisations de nature pond	11,12	11,12	0,0%
Dotations aux réserves réglementaires et statutaires - amortissement	12,22	12,22	0,0%
Amortissement des fonds en fonds de roulement	1,12	1,12	0,0%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(229,07)</b>	<b>(0,00)</b>	<b>(229,07)</b>
<b>Impôts, taxes</b>	<b>(44,14)</b>	<b>(44,14)</b>	<b>(0,0%)</b>

Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 17 janvier 1978

## Comptes de la dépense - 2011 (2011)

Comptes de la dépense - 2011 (2011)

### Tableau des produits

Produits (M\$)	2010	2011	Différence
<b>TOTAL</b>	<b>1 416,2</b>	<b>1 360,4</b>	<b>-55,8</b>
<b>Produits de ventes</b>	<b>1 112,2</b>	<b>1 067,4</b>	<b>-45,0</b>
- Vente de			
- Parts proportionnelles	1 112,2	1 067,4	-45,0
- Autres produits (pensions, ventes de stocks...)			
<b>Subventions et autres revenus publics</b>	<b>250,0</b>	<b>250,0</b>	<b>0,0</b>
- Des gouvernements	250,0	250,0	0,0
- Des autres organismes			
- Subventions aux collectivités (Programme d'aide)			
- Subventions pour l'infrastructure des services de santé			
<b>Revenus obtenus à titre gratuit</b>	<b>40,0</b>	<b>40,0</b>	<b>0,0</b>
- Reconnus	40,0	40,0	0,0
- Autres revenus			
<b>Revenus exceptionnels</b>	<b>54,0</b>	<b>53,0</b>	<b>-1,0</b>
- Pensions et indemnités aux employés de l'État	54,0	53,0	-1,0
- Autres produits exceptionnels			

Source : le tableau 1000 et 11 pour 2011

Les recettes 2011 sont en baisse par rapport à 2010 dû aux ventes perçues au résiduel de rémunération au titre de l'ancien contrat d'affermage.

Concernant les recettes relatives « Parts Free », nous avons facturé en 2010 trois abonnements semestriels. L'abonnement courant jusqu'au 31 décembre 2009 au titre de l'ancien contrat, payée à terme échu et donc facturé en 2010, et deux semestres d'affranchement au titre de l'abonnement annuel 2010 payée d'avance. En 2011, nous avons retravaillé la facturation habituelle de deux abonnements semestriels ce qui explique la baisse globale de ce poste de recettes.

Concernant la partie proportionnelle, nous avons perçu en 2010 les volumes d'eau consommés jusqu'au 31 décembre 2009 au tarif de l'ancien contrat d'affermage. En 2011, la totalité des volumes facturés (ont été au tarif du nouveau contrat d'affermage. En conséquence, même si les volumes facturés en 2011 ont été en hausse par rapport à 2010 (cf chapitre 3.1), la baisse substantielle du tarif à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010 a conduit à la baisse de ce poste de recettes entre 2011 et 2010.

En conséquence, contrairement à 2010, le résultat de l'exercice 2011 est complètement représentatif de l'équilibre économique du contrat d'affermage d'Alberville.

# LA FACTURE

## 120 M<sup>3</sup>

### REGULATION DE LA FACTURE TYPE CBM H<sup>2</sup> TARIF CAS

Tout le détail des tarifs appliqués au 1er janvier 2019

LIGNE QUALIFIABLE	COUT	COUT UNITAIRE (€/M <sup>3</sup> )		COUT	COUT UNITAIRE (€/M <sup>3</sup> )	COUT
		2018	2019			
<b>PRELÈVEMENTS CAS</b>						
Part des distributions	0	18,40 €	18,40 €	0,00 €	18,40 €	0,00%
Amortissement matériel	150	0,000 €	0,000 €	0,000 €	0,000 €	0,00%
Financement						
<b>Part des collectivités</b>						
Amortissement matériel	0	0,00 €	0,00 €	0,000 €	0,00 €	0,00%
Financement	100	0,000 €	0,000 €	0,000 €	0,000 €	0,00%
<b>Regime public</b>						
Production des réseaux de gaz (hors de France)	100	0,000 €	0,000 €	0,000 €	0,00 €	0,00%
Production de gaz (hors de France)	100	0,00 €	0,00 €	0,000 €	0,00 €	0,00%
<b>RESEAU</b>			100,00 €		100,00 €	1,00%
<b>TOTAL</b>			0,00 €		0,00 €	1,00%
<b>Produit de la vente</b>				100,00 €		
<b>Produit de la vente hors taxes</b>				90,00 €		
<b>Produit de la vente hors taxes hors taxes</b>				81,00 €		



## DES EXEMPLES DE SERVICES À LA CLIENTÈLE

### Le Centre de Relation Clientèle des Eaux de Lyon

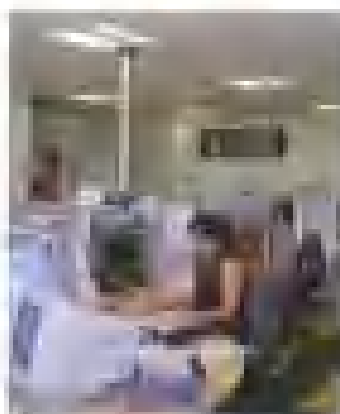
L'accueil téléphonique Lyonnais des Eaux s'opère au Centre de Relation Clientèle (C.R.C.) basé à **ROLLIN** LA PAYSAN.

Le C.R.C. permet de répondre aux demandes des clients et d'effectuer toutes les démarches liées au service (arrivés, départ, paiement, informations, conseils, prise de rendez-vous).



Le C.R.C. est ouvert 50 heures par semaine du lundi au vendredi de 9h à 19h et le samedi de 9h à 13h aux horaires suivants :

<p><b>Service Clientèle Lyonnais des Eaux</b> Téléphone : 0 800 479 479 <small>Service Clientèle Lyonnais des Eaux</small></p> <p><b>Service Clientèle Lyonnais des Eaux</b> Téléphone : 0 810 479 479 <small>Service Clientèle Lyonnais des Eaux</small></p>
---



L'information des clients en temps réel au téléphone : le service **PANELA** (Production Automatique de Messages à la Voix) délivre par téléphone, en temps réel en cas de risque sévère, une information personnalisée, ciblée à l'adresse d'un client ou d'un quartier (20 000 foyers peuvent être prévus en moins de deux heures).

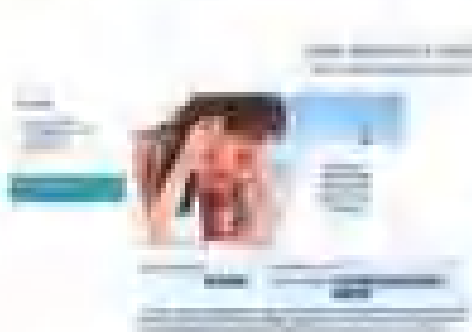
Pour assurer cette large amplitude d'accueil et satisfaire les demandes des consommateurs, nos téléconseillers ont reçu une formation spécifique pour répondre aux demandes administratives et techniques.

## 1. L'impact croissant des clients

L'Agence Lyonnaise assure un accès physique de ses clients dans nos bureaux :

- **D'ALBERTVILLE** : les lundis, mercredis et vendredis matin de 9h00 à 12h00

## 2. L'Agence virtuelle et les services



Pour répondre aux attentes de nos clients contemporains et aux évolutions de leurs modes de vie, Lyonnaise des Eaux a lancé en 2000 son agence clientèle en ligne, accessible directement par le site Internet de Lyonnaise des Eaux : [www.lyonnaise-des-eaux.fr](http://www.lyonnaise-des-eaux.fr)

Ce service simplifie la vie des clients, en leur offrant la possibilité d'entrer en contact avec nous, quand ils le souhaitent, 24h/24 et 7j/7, directement depuis leur domicile. Ce service permet de réaliser

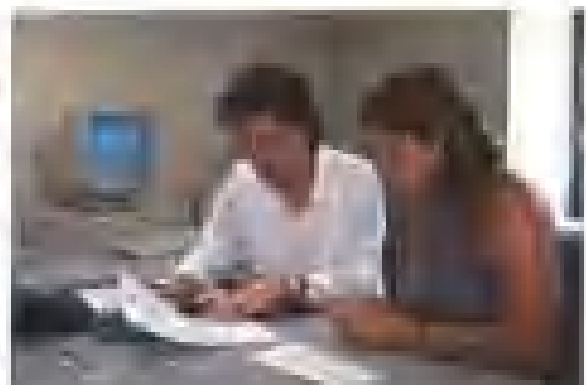
diverses opérations telles que :

- Consulter la situation de votre compte et l'historique de vos factures
- Payer en ligne votre dernier facture
- Souscrire au service de prélèvement automatique
- Transmettre l'avis de votre compteur, si vous êtes absent lors du passage du relevé...

## 3. Le développement de l'accompagnement des clients en situation de handicap

L'entreprise agit au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et répondre au mieux aux besoins de service public.

Dans les partenariats développés localement par les agences locales avec les acteurs sociaux, un dispositif d'aide aux clients handicapés de Lyonnaise des Eaux a été initié en 2000 dans le cadre d'une convention signée avec le Ministère de l'emploi et de la solidarité, l'AMF et la FNCCR.



Aujourd'hui, le principe du guichet unique FSL (Fonds Solidarité Logement), initié par la loi relative aux responsabilités locales d'août 2004, repose sur une gestion commune des différents aides (logement, gas, électricité et eau).

Les conventions départementales de type FSL ont été signées sur le département. Par cette action, Lyonnaise des Eaux renforce ses engagements, tant sur le plan financier pour aider au règlement des factures d'eau, que sur les plans de maintien du service public et de partage de vérités des personnes en difficulté.

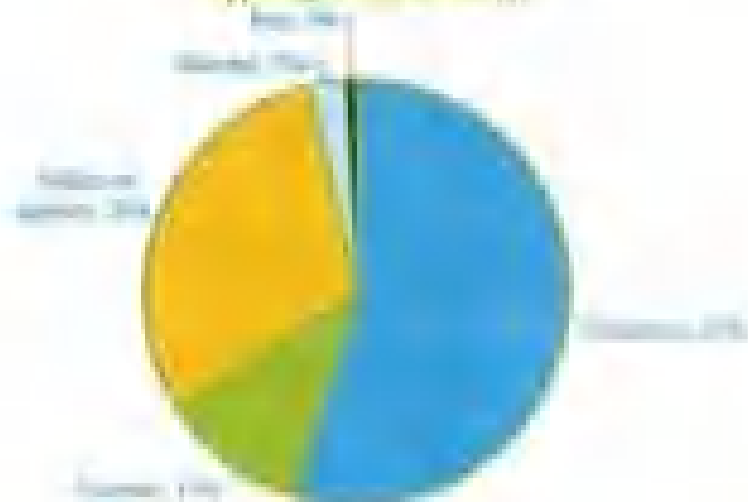
# L'ACTIVITE CHIFFREE DE L'AGENCE CLIENTELE

## 1. Définition des indicateurs

Indicateur	2023	2022	Evolution
Téléphone	4100	4 440	-8%
Clientèle	1400	800	+75%
Ventes en agence	1000	2 400	-58%
Internet	100	200	-50%
Fax	0	0	0%
<b>Total</b>	<b>5600</b>	<b>7 840</b>	<b>-28%</b>

Les sollicitations de la part des clients de la concurrence conduisant en moyenne à plus de 20 contacts par jour ouvré.

Typologie des contacts



4. Typologie des réclamations (2011)

Type(s) de(s) réclamations	2010		2011	
	Nombre	%	Nombre	%
Abonnement	2 087	37%	20	6%
Entretien	2 740	50%	77	24%
Facturation	806	14%	73	23%
Distribution	522	9%	103	34%
Relais	408	7%	8	3%
Contentieux	122	2%	2	1%
Qualité	27	0%	6	2%
Autres	417	7%	14	4%
<b>Total</b>	<b>5 637</b>		<b>312</b>	

On peut constater que la baisse des contacts en 2011 par rapport à 2010 est due en totalité à la baisse du nombre de réclamations, 312 en 2011 contre 507 en 2010.





# LA MESURE DE LA SATISFACTION DES CLIENTS

## « Une enquête d'opinion réalisée auprès des clients de l'Entreprise (2011) sur 1204 clients Lyonnais des Eaux »

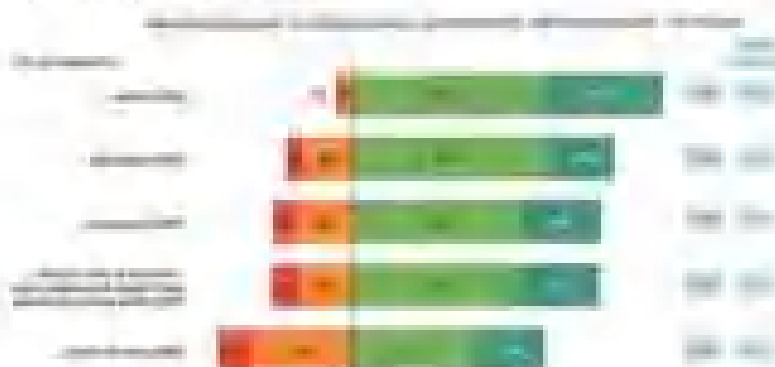
Chaque année, Lyonnaise des Eaux fait réaliser en collaboration avec l'Institut TNS Sofres une enquête de satisfaction auprès de ses clients. En 2011, Lyonnaise des Eaux a été dotée d'un nouvel Observatoire de la satisfaction clients pour affiner la compréhension de la relation des usagers au service de l'eau et de l'assainissement et, au-delà du niveau de satisfaction, mieux comprendre ce qui bouillit et explique la satisfaction de même que l'insatisfaction.

L'enquête couvre également un échantillon de 300 types clients de l'Entreprise Régionale Rhône Alpes Auvergne. Ce rapport présente ses résultats comparés aux résultats nationaux de Lyonnaise des Eaux.

## « Une image forte pour Lyonnaise des Eaux »

Les dimensions qui caractérisent positivement l'image de l'entreprise - selon les années précédentes, le sérieux, le dynamisme, la transparence et celle d'une entreprise dont les choix et les décisions sont conformes à l'esprit d'une mission de service public. Cependant la nécessité d'un gain de proximité apparaît assez nettement (eau tiède (froid à être mieux tenu rose)).

**Image de l' distributeur d'eau**  
Lyonnaise des Eaux Rhône Alpes

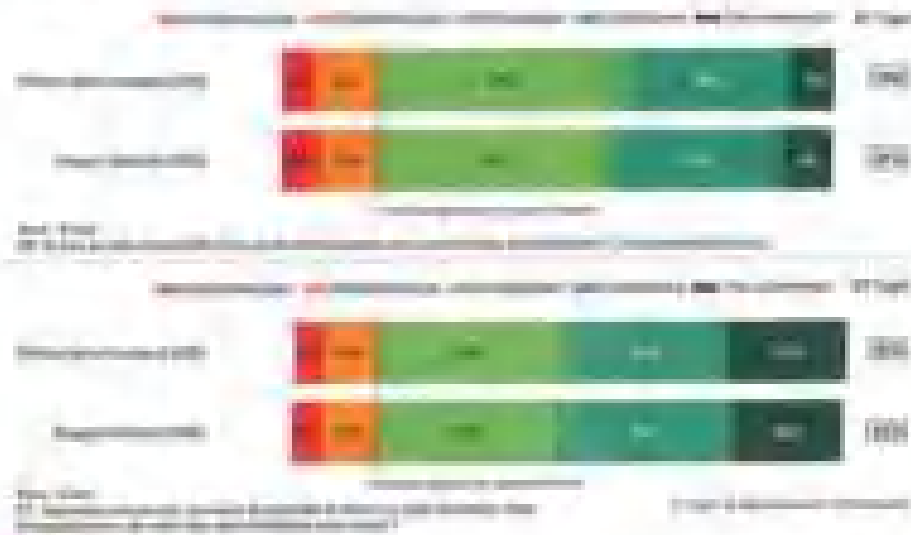


Les données sont issues de l'enquête de satisfaction des clients de l'Entreprise Régionale Rhône Alpes Auvergne de 2011.

### « Que pensent les consommateurs des services d'approvisionnement en eau potable (Eau) ? »

Si les usagers du service de l'eau avaient le choix, ils seraient prêts de 88 % à rester recommander.

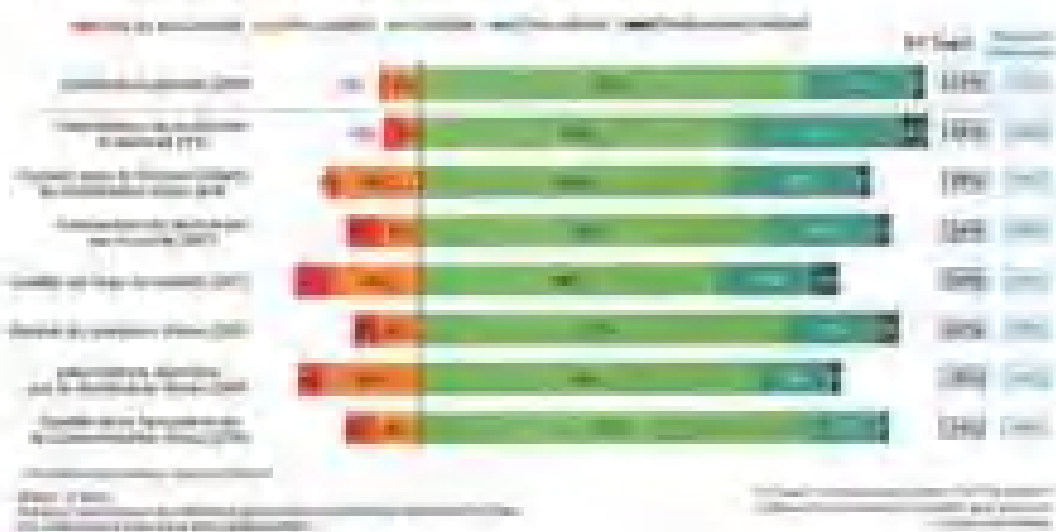
#### Recommandation et intention de rester client de son distributeur d'eau



### « Les consommateurs tiennent-ils compte des préoccupations de l'hydrodistributeur d'eau ? »

82% des usagers se disent satisfaits globalement du service de leur distributeur d'eau et ils sont 54% à estimer que ce service s'est même amélioré durant l'année 2011.

#### Satisfaction globale par thème

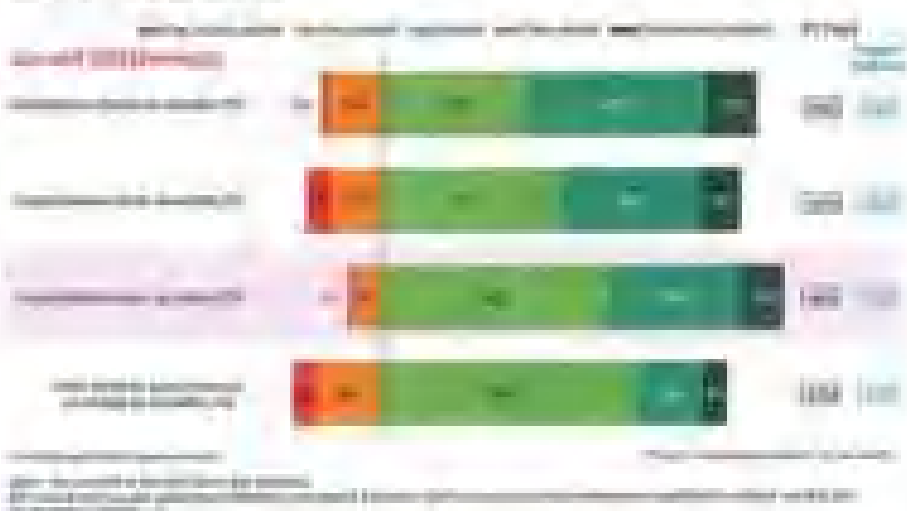


Nous notons des niveaux très élevés de satisfaction sur le service généralement sur « l'intervention du technicien à domicile », « le contact avec le service clients du distributeur d'eau », l'intervention du technicien sur le compte » et globalement sur le relevé du compteur d'eau.

Des marges de progrès sur l'information sur « le relevé du compteur d'eau avant la relève », « les informations données », la qualité de la facturation de la consommation d'eau (provoque à l'emission des consommations que celle-ci soit contractuelle ou due) à l'incertitude du poste de comptage.

### Satisfaction vis-à-vis de l'accueil

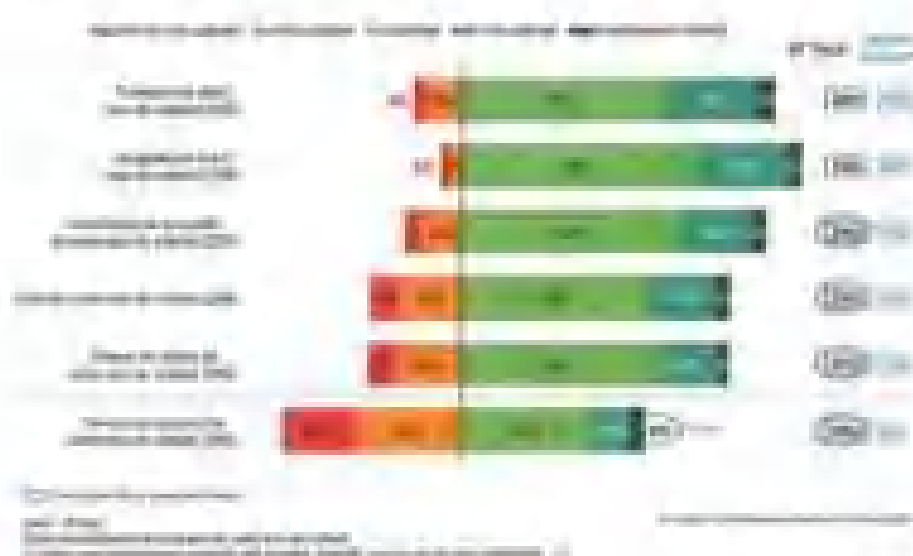
(sur le mode de contact)



### ii. Une très forte image de l'eau de France

Pour une très large majorité des consommateurs l'eau de France est contrôlée, sûre, de confiance, et cela malgré la médiatisation de documentaires à charge sur la qualité de l'eau. En revanche le calcaire reste une préoccupation majeure pour 48% des usagers.

### Satisfaction vis-à-vis de la qualité de l'eau



## 4. Les services acceptés

Certaines prestations peuvent être jugées satisfaisantes mais pas réellement importantes. C'est pourquoi nous avons cherché à identifier les prestations qui contribuent le plus à réussir la satisfaction et à l'insatisfaction pour dégager des leviers de progrès. Les cartes de points d'achats font apparaître des points de progrès sur :

- L'annonce de la date de relevé du compte ;
- Au téléphone, l'information sur le suivi de la demande, l'accès aux services et la fréquence du contact avec le client ;
- D'une façon générale, les informations liées au service de l'axe ou aux différents services (services à titre d'exemple) ;
- La qualité des informations données avant les travaux.





## **LES AUTRES ACTIVITES**

# LES ACTIONS DE COMMUNICATION

## • Les actions locales (sur le terrain)

Comme depuis plusieurs années, Lyonnaise des Eaux participe aux actions locales de la collectivité sur :

### • Un partenariat avec le BCCM Rugby

Un accord qui encourage à la consommation de l'eau en faisant offrir dans le respect d'éthique de la ville d'Annecy.

Lyonnaise des Eaux a renouvelé son soutien au club de rugby d'Annecy pour la saison 2010-2011.

### • Une ligne gratuite de support d'information

Les usagers portent un intérêt réel à l'eau qu'ils consomment et expriment une volonté croissante de devenir des acteurs à part entière de la protection de la ressource. Pour répondre à leurs attentes, Lyonnaise des Eaux met à leur disposition une information détaillée sur les services de l'eau via différents canaux.

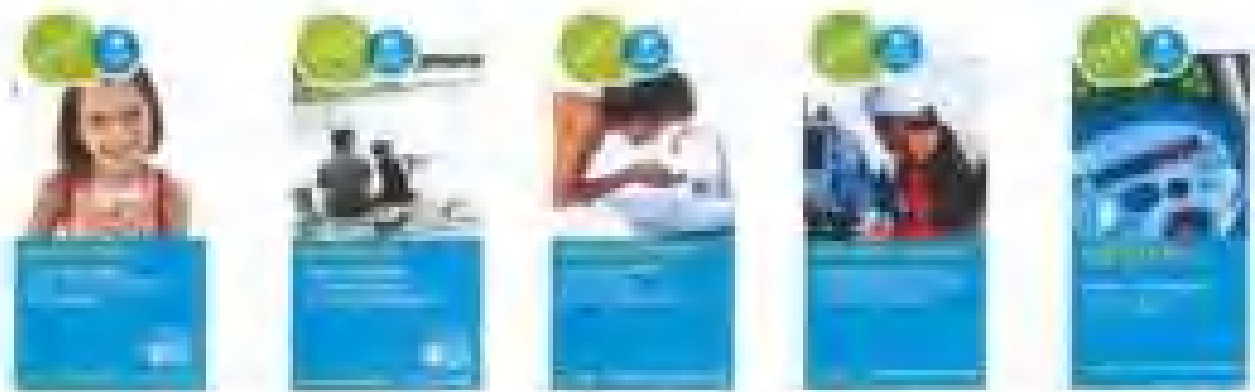
### • L'agenda.fr, le magazine de l'eau en ligne

Notre site Internet propose des dossiers thématiques, des questions-réponses sur les usages de l'eau, les avis d'usagers et les bonnes pratiques en matière de consommation d'eau.



Des ateliers interactifs sur la qualité de l'eau, les usages et la consommation, les nouvelles technologies et pratiques (fil à rincer...).

Des brochures sont à disposition des usagers dans les bureaux de Lyonnaise des Eaux ou sur simple demande auprès du service clients.



#### 4. Des ateliers participatifs

Collaboré en partenariat avec France Nature Environnement, le magazine « Explique-moi l'eau » (à destination des jeunes publics sur le cycle de l'eau et la préservation de la ressource), est envoyé sur simple demande auprès des instituteurs de votre collectivité au temps aux enfants qui visitent nos installations.



#### 5. Des ateliers et interventions (en magasin, lors d'événements publics...)

Nous vous offrons également à répondre aux demandes des collectivités pour tout type d'événement : près d'installations, intervenant avec des associations de consommateurs locales, visites d'installations de type « Journée Portes Ouvertes », accompagnement pour l'inauguration de toute nouvelle installation.



#### 4. Des partenariats institutionnels

Afin de sensibiliser le grand public à la protection de la ressource en eau, nous soutenons des structures locales, attachées dans une démarche environnementale.

Nous travaillons également en partenariat avec l'Association Nature Pour Tous (et son réseau) pour proposer aux écoles des animations en classe sur le Cycle de l'Eau.



#### 5. Un journal partenaire avec les médias

Chaque année, nous nous attachons à diffuser une **information régulière** sur le service de l'eau potable auprès des journalistes locaux (presse régionale, actualités, portes ouvertes et, bien évidemment, cas de crise).

#### 6. L'annuaire Eau Service

Ce magazine trimestriel édité par Lyonnaise des Eaux est destiné aux collectivités. Il comporte des informations pratiques, des données techniques et une veille réglementaire. Des réponses aux points qui préoccupent les Français et les élus locaux.



# LA VEILLE REGLEMENTAIRE EAU POTABLE

## SOMMAIRE

- 1 Actualité réglementaire 2011
- 2 Evénements de services clients
- 3 Prix public
- 4 Qualité de l'eau potable
- 5 Interactions de services
- 6 Fonctionnement des services clients
- 7 Evénements clients
- 8 Evénements
- 9 La France de l'eau
- 10 Liens

## ACTUALITE MARQUANTE 2011

### **Prise d'avis : renouvellement et durée d'application**

Pour les contrats de DSP d'eau et d'assainissement conclus avant 1995 et pour une durée supérieure à 20 ans, les collectivités délégataires doivent avant février 2012 soumettre à l'avis du Directeur Départemental des Finances Publiques (DDFP) les justificatifs permettant de valider la durée du contrat.

### **Prix d'eau : nouvelles obligations de l'Etat (loi de finances)**

La loi renforce l'obligation pour le service d'eau potable d'informer l'abonné dès qu'il constate une augmentation anormale du volume d'eau consommé (le plus du triple du volume d'eau moyen au cours des trois années précédentes).

### **Evolution de la mise des marchés publics**

Deux éléments viendront modifier le mode des marchés publics avec 2 nouvelles points :

- la possibilité de présenter ses variantes sans offre de base (sauf marchés contractés dans le dossier de consultation)

- l'introduction de contrats globaux de performance pouvant associer conception, réalisation et exploitation/maintenance sans abattement, et avec une rémunération à la performance. La mise à jour des formulaires se poursuit.

### Émission de guichets de paiement de la taxe sur les redevances

Le processus de mise à jour des guichets de paiement de la taxe sur les redevances est en cours. Les guichets de paiement de la taxe sur les redevances sont en cours de mise à jour et de mise à disposition des communes et des régions.

### Émission de guichets de paiement de la taxe sur les redevances

Le Québec Unique (QU) rassemble les éléments d'identification des exploitants de réseaux existants et les informations nécessaires à la présentation de leurs réseaux. Il se substitue à l'actuel système d'ordinateur utilisé des collectivités de la liste des opérateurs de réseaux sur leur territoire. Une redondance est faite pour fournir le guichet unique applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 (redondance due par les exploitants de réseaux capables en fonction de la longueur, de sa sensibilité, des dépenses d'investissement et de fonctionnement et du nombre de communes d'implantation).

Ces redondances sont à acquitter à l'INRSIS qui leur ajoutent le montant total de par l'exploitant et met en recouvrement la somme.

### Émission de guichets de paiement de la taxe sur les redevances

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012, les services publics d'eau et d'assainissement peuvent attribuer une subvention au titre de soutien pour le logement (FSL) pour contribuer au financement des aides attribuées aux personnes se trouvant dans l'impossibilité de payer leur facture d'eau ou les charges collectives afférentes.

### Revue de l'impact de la loi

Cette nouvelle édition examine et révisé les valeurs limites recommandées des produits chimiques dans l'eau de boisson en s'appuyant sur les dernières données scientifiques. Les valeurs recommandées ayant été révisées sont : 0,1 mg/l au lieu de 2 µg/l, le sélénium : 0,04 mg/l au lieu de 0,01 mg/l, le 1-2 dichlorobenzène : 0,05 mg/l au lieu de 0,03 mg/l.

### Émission de guichets de paiement de la taxe sur les redevances

Les guichets de droit privé de plus de 500 abonnés en métropole et de 250 abonnés en Outaouais sont consommés de même que les personnes morales de droit public de plus de 250 personnes, les collectivités territoriales et l'État.

Entrée en vigueur : le 1<sup>er</sup> juillet 2011 et 1 et tel qu'il a été modifié le 21/12/2011

### Après les SAGE, l'élaboration de mesures correctives pour l'eau

La nouvelle phase le programme d'élaboration des SAGE à créer ou de révision de ceux existants à la Loi qui doivent être rendus compatibles avec celle-ci et avec les nouvelles SDAGE : plus de 210 SAGE ont déjà approuvés ou en cours d'élaboration de 50 doivent être révisés.

### Revue de l'impact de la loi

La gestion de la sécheresse se fait à l'échelle d'un bassin versant avec la constitution d'un comité de crise composé de représentants de tous les usagers de l'eau qui doivent être tous informés de l'évaluation faite par les services préfectoraux de l'efficacité des mesures de restriction prises.

La circulaire développe ensuite de façon plus détaillée la nature des mesures à prendre, les modalités à respecter, les péages à éviter.

## DELEGATION DU SERVICE PUBLIC

### Article 10 (avant) : Responsabilités et rôles des DDFPP

En conséquence du Laité Oliver du Conseil d'Etat du 8 avril 2009, pour les contrats de DDFP d'eau et d'assainissement conclus avant 2005 et pour une durée supérieure à 20 ans, les collectivités délégataires doivent avant février 2015 soumettre à l'avis du Directeur départemental des finances publiques (DDFP) les justifications permettant de valider la durée du contrat.

L'instruction donne aux DDFP les principes d'application de l'arrêt suivants :

- tous les investissements (y compris les droits d'accès et les annuités d'emprunt) sont à prendre en considération pour justifier la durée du contrat ;
- l'application de la durée relève d'une approche juridique en fonction de la durée normale d'amortissement comptable des investissements ou de la durée d'amortissement économique qui peut, le cas échéant, être supérieure à la durée de vie de l'ouvrage ;
- le décalage de la durée d'amortissement se fait à compter de 1000 années d'arrivée en vigueur de la loi-Sagat.

En février 2015, le contrat devra prendre fin en l'absence de délibération de la collectivité, les comptables publics seront tenus de s'opposer à toutes dépenses comptables (en encadrement de la facture) en l'absence d'avis du DDFP et/ou de délibération de la collectivité.

La Circulaire du Ministère de l'énergie demande aux Préfets d'inviter les collectivités locales des abonnés les invitent à réaliser dans les meilleurs délais possible l'ouverture des contrats éventuellement concernés et à les transmettre pour avis au DDFP. Elle prévoit une collaboration étroite entre les DDFP et les préfets.

[Impression \(11/10/2014\) de l'instruction DDFP de la Direction générale des Finances publiques sur les délégataires de service public d'eau et d'assainissement des Préfets le 24 janvier 2015 par le Ministère de l'énergie.](#)

### Article 10 (avant) : Responsabilités des fournisseurs et règles applicables (voir ci-dessus)

La loi impose l'obligation pour le service d'eau potable d'informer l'abonné dès qu'il constate une augmentation anormale du volume d'eau consommé (à plus du double du volume d'eau moyen au cours des trois années précédentes).

L'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne.

- s'il présente au service d'eau potable, dans le délai d'un mois à compter de cette information, une attestation d'une entreprise de pompierie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses installations,
- ou si sa consommation excédentaire est imputable à un défaut de fonctionnement du compteur, qu'il peut contacter au service d'eau de voir.
- ou s'il n'a pas été informé par le service d'eau potable de l'augmentation anormale de sa consommation d'eau.

Les redevances d'eau et d'assainissement doivent être courues en la consommation qui est facturée.

[L'impact sur le droit des consommateurs et des clients de la loi relative à l'énergie.](#)

[L'impact sur le droit des consommateurs et des clients de la loi relative à l'énergie, voir le décret 2014-161 du 17 février 2014 sur les modalités de mise en œuvre de la loi n° 2013-1222 du 22 décembre 2013 relative à l'énergie.](#)

### Préparation de l'enchère (1) : Contenu des documents pour le délégataire

Finalement, le lot rédige le cahier des charges d'eau ou d'assainissement à remettre le 1<sup>er</sup> février des abonnés, les caractéristiques des compteurs et les plans de réseaux 6 mois au moins avant la fin du contrat (art. L2224-11 et du code général des collectivités territoriales).

Le nouveau décret précède les modalités de transmission du fichier des abonnés (ainsi qu'apparaissent les plans de réseaux). Il est précisé le contenu obligatoire, et exige un format unique sous forme électronique sécurisée. Doivent être joints à cette transmission le recueil des tarifs appliqués par le service ainsi qu'une note précisant les dispositions prises pour la remise du règlement de service aux abonnés.

Le texte est entré en vigueur le 20 décembre 2011. Toutefois, les délégataires dont le contrat arrive à échéance d'ici le 22 juin 2012 ont jusqu'au 29 février 2012 pour satisfaire à leur obligation de transmission du fichier des abonnés.

Document n° 2011-180 du 20 décembre 2011 (voir les notices applicables à la transmission) et le contenu du dossier des abonnés (fichier électronique sécurisé) pour le 1<sup>er</sup> février 2012.

## MARCHÉS PUBLICS

### Préparation de l'enchère pour les fournisseurs de fournitures d'entretien

Le Ministère de l'Economie a mis à jour les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC4 (Déclaration de sous-traitance) afin d'y intégrer dans la liste de déclarations sur l'honneur le fait pour le candidat :

- de ne pas être l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs prononcée par le préfet (en application de l'article 67 de la loi n° 2011-672 du 10 juin 2011, dite « loi Besson v ») pour cause de travail dissimulé, marchandage, prêt fictif de main-d'œuvre au simple étranger sans titre de travail.
- pour les marchés de sécurité et de sécurité, de ne pas être soumis à des interdictions de soumissionner spécifiques à ces marchés introduites par la loi n° 2011-702 du 22 juin 2011.

Après la mise des nouveaux DC1 à DC4, le Ministère de l'Economie a poursuivi la mise en ligne de nouveaux formulaires dans les séries "Ouverture des prix" (OUP), "Notification de marchés" (NOT) et "Exécution des marchés" (EXE).

Dans ces séries, on peut noter en particulier la mise en ligne des formulaires suivants :

- NOT2 (ex DC7) - Etat annuel des contribués reçus.
- NOT7 (ex NOT3) - Garantie à première demande.
- NOT8 (ex NOT4) - Caution personnelle et solidaire.
- EXE10 (ex EXE4) - Avenant.

A côté du formulaire EXE1 « Ordre de service », qui demeure utilisée pour les marchés de fournitures et de services, il est à disposition des maîtres d'œuvre un nouveau formulaire EXE1-T, qui permet de formaliser des ordres de services dans le cadre de l'exécution de marchés publics de travaux.

Par ailleurs, les formulaires NOT7 (garantie à première demande) et NOT8 (caution personnelle et solidaire) ont été modifiés.

Ces formulaires et leurs notices explicatives peuvent être téléchargés sur le site du ministère.

### Evolution du cadre des marchés publics

Deux autres évolutions modifier le cadre des marchés publics. Il s'agit en outre 2 nouveaux points essentiels :

la possibilité de présenter des variantes sans offre de base (sans mention contraire dans le dossier de consultation).

L'attribution de contrats grâce de performance peuvent éviter corruption, mauvaise et exploitation/maintenance sans investissement, et aussi une déviation à la performance.

[Dossier n°2011-1782 du 08 août 2011 relatif aux appels d'offres publics par marchés et cadres-cadres de fourniture publique](#)

[Dossier n°2011-1784 du 14 septembre 2011 relatif à la passation et à l'exécution des marchés publics de travaux et de services](#)

### **Modalités de passation des fournitures pour la publication d'avis**

L'arrêté du 27 août 2011 concerne le modèle national d'avis d'appel public à la concurrence et remplace en cela l'arrêté du 28 août 2006. Il ne modifie pas le contenu de l'avis mais se veut obligatoire impérativement pour les marchés publics compris entre 90 000 € HT et les seuls communaux, qui doivent faire l'objet d'une notice au BOAMP ou dans un journal d'annonces légales. Par conséquent, les collectivités ne sont plus tenues d'afficher ce modèle pour : les marchés inférieurs à 90 000 € HT, la publicité complémentaire obligatoire faite dans un journal spécialisé, la publication facultative effectuée dans tout support, le publicé au BOAMP pour les marchés d'un montant supérieur aux seuls communaux (qui doivent désormais suivre le modèle communautaire). Les avis complémentaires peuvent comporter moins de renseignements que l'avis publié au BOAMP ou dans un journal d'annonces légales s'ils indiquent expressément les références de cet avis.

Le règlement communautaire du 18 août 2011 modifie à la marge les différents formulaires d'avis à publier au niveau européen dans le cadre de la passation de marchés publics. Il s'agit notamment de l'avis d'appel public à la concurrence et de l'avis d'attribution à envoyer au BOAMP et au JOUE au-dessus des seuils communautaires, mais également de l'avis de pré-information, l'avis sur un profil d'acheteur, l'avis d'intention de conclure, etc. Il crée par ailleurs 4 nouveaux formulaires adaptés conçus spécifiquement pour les marchés de défense ou de sécurité. Ce règlement entre en vigueur le 18 septembre 2011.

[Annexe n°17 au décret n°2011-1784 en application des articles 41 et 103 du traité de Rome \(plans et liste de marchés-cadres pour la passation des marchés publics de fournitures\)](#)

[Règlement \(Union européenne\) n°18/2011 de la Commission du 18 août 2011 instituant les formulaires européens pour la publicité dans les avis et notes de la passation de marchés publics et d'annonces légales \(CE\) n°18/2011](#)

### **Spécifications techniques**

Les prestations d'un marché public sont définies dans les documents de la consultation par des spécifications techniques. L'arrêté du 28 août 2006 relatif aux spécifications techniques des marchés et cadres-cadres donne la liste des caractéristiques qui peuvent définir ces spécifications techniques (niveau de performance, environnementale, niveau de qualité, etc.). Le nouvel arrêté du 3 octobre 2011 précise que cette liste n'est pas exhaustive. La collectivité peut donc définir d'autres types de caractéristiques au titre des spécifications techniques du marché.

Arrêté du 3 octobre 2011 modifiant l'arrêté du 28 août 2006 relatif aux spécifications techniques des marchés et des cadres-cadres.

### **Seuils applicables à la passation des marchés publics**

A partir du 1er janvier 2012, de nouveaux seuils déterminent l'application des procédures formalisées avec maîtrise européenne pour les marchés publics :

- Pour les marchés de fournitures et de services des collectivités locales : 200 000 € HT (au lieu de 100 000 € HT) ;
- Pour les marchés de fournitures et de services de l'Etat : 130 000 Euros HT (au lieu de 125 000 € HT) ;
- Pour les marchés de fournitures et de services des entités adjudicatrices (opérateurs de réseaux) : 400 000 € HT (au lieu de 380 000 € HT) ;
- Pour les marchés de travaux : 5 000 000 € HT (au lieu de 4 045 000 € HT).

Note : il est rappelé qu'en dessous de ces seuils, les collectivités peuvent si elles le souhaitent conclure un marché à procédure adaptée (MAPA) avec une phase de négociation.

[Règlement n°17/2011 du 18 septembre 2011 relatif aux marchés publics \(CE\) n°17/2011, JOUE n°L260 du 20 septembre 2011](#) et [Règlement n°18/2011 de la Commission du 18 août 2011 instituant les formulaires européens pour la publicité dans les avis et notes de la passation de marchés publics et d'annonces légales \(CE\) n°18/2011](#)

### **Dispense de procédures pour les achats (maximum à 15 000 € HT)**

Pour leurs achats de fournitures, services ou travaux, les collectivités peuvent maintenant passer directement avec une entreprise sans mise en concurrence en dessous de 15 000 € HT. Cette dispense de procédure ne doit toutefois pas conduire à des abus, notamment par la contractualisation systématique avec un même prestataire (art. 30 du code des marchés publics).

Pour rappel, ce seuil de dispense de procédures avait été relevé de 4 000 à 20 000 € HT par le décret du 19 décembre 2008. Mais le seuil de 20 000 € HT avait été annulé par l'arrêt "Feret" du Conseil d'Etat du 11 février 2010 et était revenu depuis à 4 000 € HT.

En ce qui concerne les achats pour lesquels les collectivités ont la qualité d'opérateur adjudicataire (ou opérateur de réseaux), notamment les achats relatifs à l'eau potable, le seuil de dispense de procédure établi à 20 000 € HT par le décret du 19 décembre 2008 n'a pas été modifié.

Les dispositions du décret sont applicables à partir du 12 décembre 2011, à l'exception des contrats pour lesquels une consultation a été engagée ou un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication antérieurement à cette date.

*Source : D 2011-1572 et D 2011-1573 (art. 30) publiés le 20 décembre 2011 sur le site des marchés publics.*

## **EAU POTABLE**

### **Taxe d'assainissement**

#### **Redevances d'assainissement des communes petites (RACOP) de l'eau par les ouvrages d'eau et d'assainissement**

Ce décret fixe des plafonds de redevances identiques à ceux prévus pour les RCOEP dans aux collectivités territoriales dans le décret du 2012/2009, à savoir : 30 € maximum/m<sup>3</sup> de réseau, hors les branchements, et 2 € maximum/m<sup>3</sup> d'assiette au sol pour les ouvrages bâtis non linéaires, hors les regards de réseaux d'assainissement. Ces plafonds doivent évoluer au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

*Source : D 2011-1761 du 18 décembre 2011 relatif aux redevances dues à l'Etat en vertu de l'article 17 de son décret relatif au financement des communes de l'assainissement.*

#### **Assainissement des communes petites (en ce qui concerne les communes de population inférieure à 10 000 habitants)**

La loi de finances rectificative de 2011 avait relevé le plafond de la taxe perçue sur les bilans d'ouvrages de prise d'eau sur le domaine public fluvial. Le Décret n°81-797 du 20 août 1981 relatif aux redevances instituées au profit de l'Etat navigables de France devait être modifié pour fixer le taux applicables à ces ouvrages : le taux passe de 4,00 à 5,7 euros par mètre de sol présent ou réputé.

Pour l'année 2011, le nouveau taux est appliqué à la date de son entrée en vigueur jusqu'à l'échéance de la redevance de la taxe d'eau d'assainissement avant le 1<sup>er</sup> septembre 2011 ou comptable de VNF le paiement du supplément de la taxe résultant de ce nouveau taux.

*Source : D 2011-797 du 09 juin 2011, relatif à la taxe d'eau d'assainissement relative aux redevances instituées au profit de VNF et aux conditions, modalités et de leur paiement de la loi de l'assainissement des communes petites fluvial au 1<sup>er</sup> septembre 2011 (Article 17 de son décret relatif à l'assainissement).*

## QUALITE DE L'EAU POTABLE

### Préliminaires et enjeux de la mise à jour de la Directive sur l'eau potable (DEP)

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) produit des normes internationales de la qualité de l'eau et la santé humaine sous forme de directives qui sont utilisées comme base pour les réglementations. Une série mise à jour des Directives pour Qualité d'Eau potable de l'OMS vient officiellement d'être publiée, le 4 juin 2011.

Cette nouvelle édition, plus claire et plus pédagogique, actualise et revise les valeurs limites recommandées des produits chimiques dans l'eau de boisson en s'appuyant sur les dernières données scientifiques. Les directives confirment les valeurs guidées pour plus d'une centaine de recommandations relatives aux produits chimiques.

Les valeurs admissibles ayant été modifiées sont arsénite et métarsénite : 0,1 mg/l au lieu de 2 mg/l, le sélénium : 0,04 mg/l au lieu de 0,01 mg/l, le 1,2 dichloroéthène : 0,03 mg/l au lieu de 0,01 mg/l.

Il est également à noter que cette directive maintient l'approche "Water Safety Plan", c'est à dire une gestion préventive des risques sanitaires, considéré en une analyse fine des risques, sur le bassin versant, comme sur l'installation, afin de traiter en outre les CONTRAINTES particulières sur les réseaux existants.

Document (disponible sur le site de l'OMS)

### Évaluation des risques de lutte des pesticides dans l'eau de boisson (EVALUATION)

#### Prévention, surveillance et de gestion des dépassements

Cette instruction définit les nouvelles modalités de gestion des situations de dépassement des limites de qualité pour les pesticides dans l'eau de réseau, tenant compte des dernières évaluations des risques sanitaires menées par l'agence nationale de sécurité sanitaire. Les ARS sont chargés de suivre la teneur en pesticides dans le cadre du contrôle sanitaire et d'apporter aux préfets une expertise dans la prévention et la gestion des risques sanitaires. Des annexes précisent ces différents points.

Document DSDMCH n°2010-02 du 17 décembre 2010 relatif à la gestion des dépassements de la limite de concentration des pesticides dans l'eau de boisson et à l'accompagnement réglementaire des communes et collectivités territoriales H 1701 01 et H 1701 02 de l'Annexe à l'arrêté préfectoral.

### Prévention des dépassements de la limite de qualité des pesticides dans l'eau de boisson

Document DSDMCH n°2011-01 du 17 mai 2011 relatif aux modalités de gestion des dépassements de la limite de qualité des pesticides dans l'eau de boisson (Annexe).

### Évaluation des risques contre l'incendie y compris les risques de propagation

#### 2011

Le nouvel encadrement du service de défense contre les incendies est créé par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, article 77 (Loi Warsmann).

- **Objet** : « La défense intérieure contre l'incendie à prix objet d'assurance, en fonction des besoins résultant des risques à prévenir en compte, l'assurance en cas des moyens des services d'assurance et de secours par l'intermédiaire de points d'eau identifiés à cette fin. »
- **Principe de police** : Il s'agit des actes qui la défense contre l'incendie relève du pouvoir de police générale du maire. La loi l'indique désormais expressément, en la situant parmi les pouvoirs de police particuliers du maire (Article L2213-32 du CGCT).
- **Transfert du pouvoir de police** :
- Si une communauté d'agglomération/intercommunalité communale a été ou sera créée la compétence « défense intérieure contre l'incendie », les maires des communes membres peuvent transférer au président de la communauté leur pouvoir de police en la matière.



Le transfert est proposé par arrêté préfectoral après accord du président communal et de tous les maires des communes riverains. Pour les communes labiales, l'accord d'une majorité qualifiée des maires suffit (Article L2111-8-2) du CGCT).

Service public : Si le maire défend le pouvoir de police, les communes sont compétentes pour le service public de défense active contre l'incendie qui couvre la création, l'aménagement et la gestion des points d'eau réservoirs. Elles peuvent également intervenir en faveur de ces points d'eau pour garantir leur approvisionnement.

Point important : le service public de défense active contre l'incendie est placé en charge les investissements et infrastructures de réseau de transport ou de distribution d'eau réservoirs par l'appropriation en eau des ouvrages d'ensemble. Autrement dit, ces équipements ne peuvent pas être financés par le service d'eau potable.

Un décret en Conseil d'Etat révisera les conditions d'application de ces dispositions (Chapitre V du CGCT).

#### Modalités de versement des fonds au FSL

Il fournit possibilité de subvention au FSL. A partir du 1er janvier 2013, les services publics d'eau et d'assainissement peuvent attribuer une subvention au fonds de solidarité pour le logement (FSL) pour contribuer au financement des aides attribuées aux personnes en difficulté dans l'impossibilité de payer leur facture d'eau ou les charges collectives afférentes. Cette subvention est plafonnée à 0,5 % des montants hors taxes des redevances d'eau ou d'assainissement perçues. Une convention doit être passée avec le gestionnaire du FSL pour assurer le versement de cette subvention.

Cette disposition complète la possibilité déjà existante pour les gestionnaires d'eau et d'assainissement de contribuer au FSL, selon des modalités fixées dans une convention à passer avec le département (art. 6-3 de la loi 70-449 du 21 mai 1970). Cependant, cette contribution prend généralement la forme d'abandons de créances, qui ne peuvent bénéficier qu'aux logements comportant une individualisation de la fourniture en eau.

La loi elle-même permet d'inscrire les aides au paiement des charges des logements collectifs. Elle permet également explicitement de financer la subvention au FSL par les redevances d'eau et d'assainissement.

Informations au maire et au centre d'action sociale : La demande d'aide est traitée par le gestionnaire du fonds au maire et au centre communal ou intercommunal d'action sociale. Celui-ci peut être communiqué au gestionnaire du fonds toute intervention en leur possession susceptible d'affecter ce dernier sur les différents logements par le demandeur.

La loi n°2011-105 du 1 février 2011 relative à l'égalité des territoires et au développement rural est en vigueur.

#### Modalités de désignation des hydrogéologues agréés d'après la loi n°2011-105

##### Modalités de désignation des hydrogéologues agréés d'après la loi n°2011-105

A relever le coordinateur qui répartit les dossiers entre les hydrogéologues agréés sur le plan départemental ou régional, peut procéder à un arbitrage lorsque le pétitionnaire n'est pas d'accord avec l'avis de l'hydrogéologue. Il a également pour mission d'établir un bilan annuel de l'activité auprès du directeur de l'ARS.

Arrêté du 15 mars 2011 relatif aux modalités d'agrément, de désignation et de consultation des hydrogéologues en matière d'hygiène publique.

Suite à la création des ARS, un 1er arrêté de mars 2011 avait revu les modalités de désignation et de consultation des hydrogéologues. La présente instruction rappelle leurs missions, modes de désignation.

Point de changement : un rôle d'hydrogéologue multidisciplinaire renforcé et assure la cohérence technique des dossiers ; les hydrogéologues figurant sur la liste complémentaire n'ont plus besoin d'un agrément complémentaire.

Rappel des situations dans lesquelles l'hydrogéologue donne un avis :

- Pour une demande d'autorisation d'utilisation en eau à n la consommation humaine
- Pour un projet de modification de cette autorisation

- Pour une demande d'autorisation temporaire d'utilisation d'eau
- Pour fixer les mesures de protection des forages privés.
- Pour les nappes d'effluents traités dans le sol
- A l'initiative du préfet pour toute question mettant en cause la qualité des nappes souterraines.

La nature et le contenu de l'eau traitée (décret) - voir circulaire du 24/07/1993

Document DDM 12011-001 du 1er juin 2011 relatif aux modalités d'application de l'obligation de déclaration des installations de traitement d'effluents et de nappes souterraines

### Evolution des modalités de l'eau

Un décret a apporté quelques modifications au regard de ces redondances. Voici les principes.

- Redondance pour pollution de l'eau d'origine non domestique (refusables directes de l'agence) : le suivi régulier des nappes nécessaires pour déterminer le niveau de pollution des nappes des effluents par un dispositif agréé (Code de l'environnement - art. R213-48-7 (V) et art. R213-48-8 (V))
- Redondance pour pollution de l'eau d'origine domestique et redondance pour modernisation des réseaux de collecte : les éléments à faire figurer sur la déclaration faite pour chaque commune sont ceux (Art. R213-48-25 (V) du Code de l'environnement).

Décret n° 2011-001 du 1er juin 2011 relatif aux modalités de gestion de l'eau et de la pollution de l'environnement et de l'agriculture et de l'élevage

Les textes approuvés approuvent quelques précisions et corrections aux modalités d'établissement des redondances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte.

Document DDM 12011-001 relatif aux modalités d'application de l'obligation de déclaration des installations de traitement d'effluents et de nappes souterraines

## PREVENTION ET SECURITE

### Evolution des données géographiques relatives

Le Guichet Unique (GU) rassemble les éléments d'identification des exploitants de réseaux enterrés et les informations nécessaires à la préservation de leurs réseaux. Il est soumis à l'actuel système d'obtention auprès des collectivités de la liste des exploitants de réseaux sur leur territoire.

Trois délégations nouvelles

a) Les Exploitants doivent se rattacher sur le GU en fournissant la liste des communes où ils gèrent des ouvrages et les coordonnées pour la réception des DFDICT avant le 30/06/2011\*, et avec Plans de Zonage avant le 30/06/2012.

(\*) Dans un relai de décision transmis le 21/02/2011 le Ministère MEDDTL a été le sujet de l'échéance au 30/06/2012 et informe que les textes réglementaires seront modifiés.

b) Les Prestataires de services\* (Prépa, etc. EICT Services, etc.) doivent utiliser le référencement du GU pour leurs services de déclarateurs.

Dans un relai de décision transmis le 21/02/2011 le Ministère MEDDTL précise une date d'application à partir du 01/04/2012.

c) Les Exploitants doivent fournir un plan géo référencé des ouvrages non délimités qui seront mis en état définitif d'exploitation.

Dans un relai de décision transmis le 21/02/2011 le Ministère MEDDTL informe « tous » la possibilité géo-référencé et prévoit une date d'application à partir du 01/04/2012.

Document DDM 12011-001 du 1er juin 2011 relatif aux modalités de gestion de l'eau et de la pollution de l'environnement et de l'agriculture et de l'élevage

Document DDM 12011-001 du 1er juin 2011 relatif aux modalités de gestion de l'eau et de la pollution de l'environnement et de l'agriculture et de l'élevage

### Obligations des exploitants de réseaux : des obligations d'entretien des ouvrages

Tout exploitant doit déclarer entre le 1<sup>er</sup> et le 31/03 de chaque année, pour son compte et celui des sociétés dans lesquelles il détient plus de la moitié du capital, pour l'exercice des ouvrages qu'il exploite sur le territoire national de l'article R-1 :

- La longueur cumulée, hors branchement, des ouvrages sensibles pour la sécurité,
- La longueur cumulée, hors branchement, des autres ouvrages
- Le nombre total de communes sur le territoire desquelles il exploite au moins un ouvrage.

Un ouvrage est exploité dès lors qu'il est en service.

Un exploitant est celui qui exploite, après dépose d'un ouvrage, sur le site de son propriétaire. En règle générale, c'est celui répertorié aux ETRDICT.

[Site du 20 juin 2011 sur le système de recensement et l'entretien des réseaux R-1 \(R-1\) en France](#)

### Ouvrages en réseau : entretien (financement) du guichet unique (financement préférentiel)

#### Des redevances pour l'eau pour financer le guichet unique, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

1. Une redevance due par les exploitants de réseaux calculée en fonction de la longueur de l'ouvrage, de sa sensibilité pour la sécurité et la vie économique, des dépenses d'implantation et de fonctionnement et du nombre de communes d'implantation. Chaque 1<sup>er</sup> trimestre de l'année, l'exploitant (filiales incluses) déclare à l'INERIS les longueurs cumulées hors branchement des ouvrages sensibles et non sensibles exploitées au 31 décembre de l'année précédente. L'eau peut contrôler par sondage ou recensement et demander tout justificatif. L'eau fixe ensuite le montant total dû par l'exploitant et met en recouvrement la somme.

2. une redevance due par les prestataires de services pour couvrir le fait les formalités de déclaration à la place des exploitants.

Ces redevances vont à acquitter à l'INERIS et sont reversées annuellement pour s'assurer qu'elles couvrent le coût de fonctionnement du guichet unique.

[Devis 2011 \(R-1\) du 20 juin 2011 \(sur les modalités d'application de l'article R-1 \(R-1\) de l'Ordonnance\)](#)

### Appels d'offre système : les réseaux pour créer des zones économiques spéciales (ZES) : modalités de paiement des travaux de la R-1

Ce décret très attendu, qui sera complété le décret mis en place du guichet unique largement commenté dans les RVE précédents, a pour vocation de renforcer les obligations de l'exploitant (notamment précision des plans) et celle du responsable du projet. Il protège l'eau en charge d'exécuter les travaux. Il introduit également des sanctions. De nombreux points sont encore en attente de précisions liés aux articles à venir.

[L'avis RVE-1241 du 11 octobre 2011 relatif à l'exécution des travaux à caractère de certains ouvrages appartenant à des zones économiques spéciales et de réseaux et de réseaux](#)

## PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE

### Obligations des exploitants des réseaux d'assainissement

Les acteurs en matière de l'eau sont tellement multiples qu'il est parfois indispensable de clarifier les méthodes de travail, les rôles et responsabilités de chacun. C'est l'objet de la présente circulaire en matière de surveillance des eaux souterraines.

[Circulaire du 1<sup>er</sup> janvier 2011 relative à l'exécution des travaux de réseaux pour l'eau en France en matière de surveillance de l'eau souterraine des zones économiques spéciales de l'article R-1 \(R-1\) de l'Ordonnance \(procédure mise en place le 1<sup>er</sup> 2011\)](#)

### Finances réservées des départements (hors-marchés des épisodes de crues)

Des ressources montantes sont octroyés et reportés par domaine d'intervention qui n'est pas un motif : rappel des domaines d'intervention

- Domaine 1 : actions de connaissance, planification et gouvernance (instrumentation d'occupation des terres, prospective, communication et soutien aux acteurs nationaux et internationaux de la politique de l'eau) - dépenses des agences de l'eau de fonctionnement et de personnel
- Domaine 2 : mesures générales de gestion de l'eau visant à assurer la bonne application de la réglementation, quel que soit l'état du milieu ou l'effet attendu sur le milieu + dépenses relatives au titre de la solidarité avec les communes rurales
- Domaine 3 : mesures territoriales de gestion de l'eau pour la réalisation des objectifs de bon état de la directive-cadre européenne, la lutte contre les effets de la sécheresse et mesures de protection contre les inondations.

Les montants sont indiqués dans le tableau intégré dans l'annexe

Annexes au la loi n° 2017-105 du 19 février 2017 (article 11) : [L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DES PROJETS DE LOI](#)

### Préfinancement de la production d'énergie des installations (compensation de préfinancement en cas de non-remboursement des coûts) (pour les centrales hydrauliques) (L'eau n° 10/2017/2017)

Ordonnance 2017-105 du 19 février 2017 relative aux autorisations temporaires de production d'énergie

#### Un guide administratif des mesures de restriction d'eau en période de sécheresse

Le document rappelle les conditions à respecter pour appliquer des mesures exceptionnelles de restriction, en révisant notamment à l'augmentation du volume :

- Les mesures de limitation générales ou individuelles doivent être prises par arrêté préfectoral (départemental) avec une durée limitée et doivent être suffisantes et proportionnées au fait constaté (ex : pas de réduction d'un quota annuel, pas de durée indéterminée, sauf de rétrocession, selon le droit ou la préférence)
- Ces arrêtés doivent être conformes avec les orientations éventuellement prises par le préfet coordonnateur de bassin
- La gestion de la sécheresse ne fait à l'origine d'un bassin versant le cas échéant avec la constitution d'une cellule de crise composée de représentants de tous les usagers de l'eau qui doivent être tenus informés de l'évolution faite par les services préfectoraux de l'efficacité des mesures de restriction prises.

Elle développe ensuite de façon plus détaillée la nature des mesures à prendre, le formalisme à respecter, les péchés à éviter :

Annexes au la loi n° 2017-105 du 19 février 2017 (article 11) : [L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DES PROJETS DE LOI](#)

### PCB et autres polluants : les mesures d'accompagnement de dépollution des sites à la responsabilité des exploitants (article 109 de la loi n° 2017-105)

En 2018 une campagne visant à connaître les risques et impacts des sites de PCB dans le milieu aquatique est lancée. Une base nationale d'adresses des résultats des analyses menées sur les sédiments et poissons accessibles pour l'inventaire des sites administratifs.

Document : [L'eau n° 10/2017/2017](#) : [L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DES PROJETS DE LOI](#)

## INSTALLATIONS CLASSEES

### Déclaration simplifiée de pollution (pour les installations classées ICPE) : une meilleure anticipation des pollutions

Précédemment un délai de lecture de 4 ans était octroyé aux sites contre les installations/classements dérivés par le préfet au titre de la réglementation ICPE ou IOTA (et sur l'eau). Désormais ce délai est réduit à 1 an à compter de la publication ou de

**L'affichage de la décision:** Il est de 2 mois consécutifs à compter de la date de dépôt de la demande de permis.

**Décret (2003/107) du 10 décembre 2003 relatif aux autorisations de travail (ART) et l'avis de l'environnement et relatif au statut de certains aménagements d'installations**

### **ICPE et installations techniques réglementées (ITR) sous le régime des permis**

Pour les demandes d'autorisation présentées au titre du 1<sup>er</sup> paragraphe, l'étude d'impact devra présenter les performances attendues en matière de prévention des pollutions au moyen des meilleures techniques disponibles (MTD).

Les installations concernées sont celles soumises au bilan de fonctionnement (mis à jour de l'année) ainsi les tableaux soumis au bilan de fonctionnement au titre de l'article du 20 juin 2004 disponible sur Légifrance.

L'arrêté relatif en annexe aux MTD qui incluent notamment le protocole des eaux souterraines. On peut noter de manière très concise de ce texte que les techniques utilisées à titre les étapes d'une installation, disponibles et accessibles sur le secteur industriel de l'installation à des conditions économiques et techniques viables et les plus efficaces pour protéger l'environnement.

**Arrêté du 20 avril 2003** relatif à l'avis de l'avis de l'environnement relatif aux installations classées au titre de l'ICPE et l'avis de l'environnement

### **Statut des sites / Sites d'urgence de site classés au titre de l'ICPE et soumis au régime des permis**

Cet arrêté abroge celui de 2000. Il définit « qui » est exploitant au titre de la réglementation ICPE/OTA au sein des sites Défilés (l'exploitant n'est pas le responsable du site mais il est responsable de l'ICPE sur le site) et désigne également les services au sein du ministère de l'Intérieur en charge de l'accès de ces sites environnementales compte tenu de la nécessité de préserver le secret sur ces sites.

**Arrêté du 25 avril 2011** relatif au statut d'exploitant des sites classés au titre de l'ICPE et soumis au régime des permis

### **Evolution réglementaire des sites classés / un avis relatif aux sites classés**

Le contrôle périodique des ICPE, introduit en 1989, permet à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions reprises par la réglementation. Il s'applique aux ICPE déclassées depuis 2008 et aux sites qui ont des produits toxiques, inflammables ou dangereux (ammoniac, chlore, méthane, gaz et liquides inflammables, etc.).

Le retour d'expérience a fait apparaître des difficultés d'application de ce dispositif et la loi Grenelle 2 (art. 210) a introduit l'obligation de transmettre à l'autorité administrative compétente les résultats des contrôles lorsque certains non-conformités sont détectées. C'est l'objet du décret du 7 novembre dernier.

Le décret fixe les conditions de transmission à l'autorité compétente des résultats des contrôles.

- Lorsque le rapport de visite du contrôle périodique fait apparaître des non-conformités majeures, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle, dans les 3 mois suivant la réception du rapport, un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.
- Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse à l'organisme agréé une demande de contrôle complémentaire.
- Le décret met en outre à la charge de l'organisme agréé l'obligation d'informer le préfet des cas de non-conformités majeures constatés dans les trois cas suivants:
  - s'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai de trois mois;
  - s'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai d'un an;

• si le service complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent.

Les installations existantes, par une entreprise enregistrée selon le règlement EMAS (système européen de management environnemental et d'audit) sont dispensées de certains permis. Enfin, le décret modifie le décret du 6 juillet 2008 qui fixe le calendrier d'application de l'obligation de contrôles périodiques aux installations existantes. Les contrôles devront être effectués tous les cinq ans, ou tous les dix ans si l'installateur est certifié ISO 14001.

Consultez le 2011-1480 du 17 juillet 2011 relatif aux dispositions du code de l'environnement tendant à améliorer le contrôle périodique des centrales nucléaires existantes (consultez le décret n° 2008-128 du 6 juillet 2008 relatif au permis de construire relatif aux centrales nucléaires existantes (consultez le décret n° 2008-128 du 6 juillet 2008 relatif au permis de construire relatif aux centrales nucléaires existantes).

## ENVIRONNEMENT

### Evénement 11 : Évaluation de l'impact des gaz à effet de serre

Les projets de droit privé de plus de 500 salariés en métropole et de 250 salariés en Corse sont concernés de même que les personnes morales de droit public de plus de 250 personnes, les collectivités territoriales et l'Etat.

Entrée en vigueur : le 1<sup>er</sup> juillet 2011 et 1<sup>er</sup> janvier à défaut avant le 31/12/2012

Le bilan est destiné à évaluer le volume d'émissions de gaz à effet de serre produit par les activités d'une personne morale sur le territoire national au cours d'une année. Il doit donc faire apparaître les émissions directes (produites par les sources fixes ou mobiles rattachées aux activités de l'entité) et indirectes associées à l'utilisation d'électricité, de chaleur ou de vapeur. Il fait aussi mention du volume global des réductions d'émissions de gaz à effet de serre attendus. Ce bilan est transmis au préfet de région. Il est mis à jour tous les 3 ans.

Ces bilans seront accessibles au public via les sites internet des entités concernées et seront publiés par le préfet.

Le décret définit également le contenu des plans climat-énergie territoriaux élaborés sur le base des plans d'investissement des collectivités territoriales.

Un arrêté va prochainement être publié précisant la méthodologie à retenir pour l'élaboration des bilans et le rôle d'un organisme national d'expertise : « le pôle de coordination national ».

Consultez le 2011-1480 du 17 juillet 2011 relatif aux dispositions du code de l'environnement tendant à améliorer le contrôle périodique des centrales nucléaires existantes.

### Les procédures d'avis (évaluation) simplifiées

La loi fixe un cadre pour la sollicitation, l'élaboration, la transmission, l'évaluation des conseils économiques européens de l'environnement dans trois domaines : émissions atmosphériques, toxicité environnementales par activité économique et flux de matières (promoteurs, cartonniers, plantes). Mais n'étant pas une matière les données sont transmises à l'Union, organisme européen de statistiques. En cas de difficulté à transmettre des données au vu de systèmes statistiques existants sur le plan national, des dérogations sont possibles.

Il s'agit d'un règlement, donc applicable directement au sein des Etats membres à compter d'août 2011. Un bilan national sera établi par le Parlement de l'application du règlement l'1<sup>er</sup> juin 2013.

Réglement (UE) n° 991/2011 du parlement européen et du conseil relatif aux données économiques simplifiées de l'environnement.

## LA POLICE DE L'EAU

### Responsabilités des communes en matière de police de l'eau

LEMA demande à ses services un inventaire des limites et divers points de repère, les enjeux financiers des transversements et son respect successifs de l'Etat en matière de transposition de directives. Les points de contrôle à retenir:

- 1- Prélèvement eau : 1% des points de prélèvements déclarés ou autorisés dans des secteurs où il est nécessaire de vérifier la qualité (pointe quantitative ou points de contrôle : compteur, pompe, conformité du forage)
- 2- Prélèvement en zone sèches : contrôle du respect des arrêtés de restrictions
- 3- Présence de captage : surveiller les dispositifs de protection et particulièrement ceux des captages d'eau d'alimentation = 1 point de contrôle : respect des arrêtés pour les pratiques agricoles.

Article 161 du règlement d'application à l'arrêté communal de police de l'eau par les communes et transversements (approuvé en conseil communal le 15 mai 2011)

## AUTRES

### Processus d'application

Ordonnance 2 et son décret : modalités d'application

C'est une séquence précise et successive des étapes d'évaluation et de gestion des risques d'inondation définies par le Grenelle 2 (cf. Bulletin DVA 30) en précisant clairement les actions à mener et les responsables.

- 1- Evaluation préliminaire des risques d'inondation par district hydrographique
- 2- Plus sélection des territoires à risque d'inondation sur la base de cette évaluation
- 3- Plus cartographie des surfaces inondables et des risques d'inondation pour les territoires
- 4- Et enfin plan de gestion du risque du district et du niveau local.

Le préfet coordonnateur de bassin est la cheville ouvrière de ces différentes étapes. L'Etat procède aux mêmes étapes au niveau national.

Ordonnance 2011 301 du 2 mars 2011 relative à l'application de la police de l'eau et de l'assainissement

### Processus d'élaboration d'un plan de gestion des risques d'inondation

Il s'agit de préciser les modalités de mise en place d'une gouvernance de bassin (sur la conduite de la politique de gestion des risques d'inondation en application de la directive inondation). Les comités de bassin sont les pilotes de cette gouvernance, en lien avec la commission nationale multi-bassin (rassemblant le CNE et le conseil des régions majeures). Il s'agit aussi de sélectionner les territoires à risque d'inondation (TRI) = espaces pouvant être menacés par l'eau en cas de submersion.

Ordonnance du 5 juillet 2011 relative à la mise en œuvre de la politique de gestion des risques d'inondation

### Processus de planification

Après les SOAGE, élaboration et mise en œuvre des SAGE.

Les SOAGE ont été approuvés fin 2006 et fixent les programmes d'actions 2010-2015 pour atteindre le bon état écologique des 313 des masses d'eau, conformément au Grenelle I. Les SAGE déclinent les SOAGE au niveau local (échelle d'un sous-bassin) et comportent un règlement opposable aux tiers et donc, une obligation de conformité des actes affectant le milieu aquatique local règlement.

La circulaire issue du programme d'élaboration des SAGE à venir ou de révision de sous-arrondissements à la Lema qui doivent être rendus compatibles avec celle-ci et avec les modules

**REMARQUE** : plus de 270 000 sont déjà approchés ou en anticipation de 50 autres sites  
révisés  
Cependant, il est prévu qu'il y ait un nombre plus élevé d'approches et de révisions  
des sites



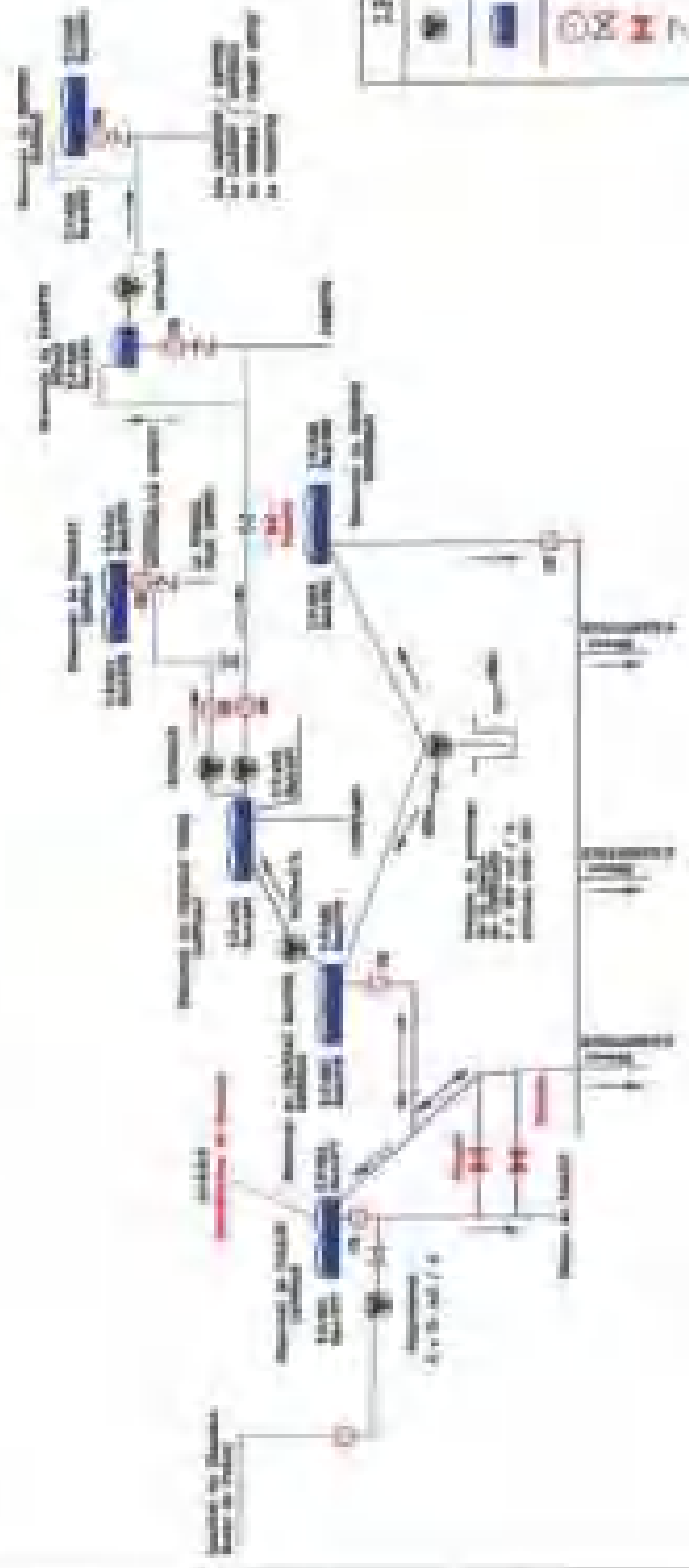


# LES ANNEXES

Annexe 1 :	Annuaire des services	10
Annexe 2 :	Processus de planification stratégique par région par territoire	21
Annexe 3 :	Processus de planification stratégique des Comités régionaux de services communautaires	26
Annexe 4 :	Annuaire d'urgence	31

## Section 1: Introduction

**SCHEMA SYNOPTIQUE DU BORDON D'ALUMINIUM**



**LEGENDE**

	Relais
	Contacteur
	Contactor
	Substation
	Alimentation
	Point de mesure
	Point de mesure
	Point de mesure

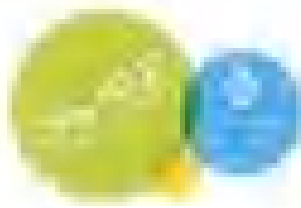
Page 1 sur 1



QUESTION 1: Explain the components required for a firm to be a corporation.

QUESTION	ANSWER
1. Explain the components required for a firm to be a corporation.	<p>A corporation is a legal entity that is separate and distinct from its owners. It is created by filing articles of incorporation with the state. The components required for a firm to be a corporation are:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1. Filing articles of incorporation with the state.</li> <li>2. Issuing shares of stock to investors.</li> <li>3. Having a minimum number of shareholders (usually one).</li> <li>4. Having a board of directors to manage the corporation.</li> <li>5. Having a set of bylaws that govern the corporation's operations.</li> <li>6. Having a separate legal identity from its owners, which allows it to sue and be sued, own property, and enter into contracts.</li> </ul>

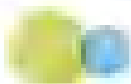
## Appendix B: Preparation and Evaluation of Instructional Materials for Computer-Assisted Learning of English



## PRÉSENTATION DES MÉTHODES D'ÉLABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RÉSULTAT D'EXPLOITATION (RAE)

---

- Le présent **Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE)** est établi en application de la loi n° 102-107 du 8 février 1989 et du décret 2005-238 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 243 en date du jour du 31 janvier 2004 de la Fédération Française des Entreprises de Travaux (FFTE) visant à clarifier un référentiel partagé qui consolide les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, les rendant à ce titre le plus fidèlement possible les conditions descriptives.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société dépositaire dans les termes qui suivent les vices.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.
- Concernant le détail de principe, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles de nature de l'Aligement des services public :
  - La première de ces particularités est la publication des travaux, en particulier et notamment, dans le cadre des entreprises dépositaires pour gérer indépendamment les divers services, travaux contractés, qui lui sont confiés.
  - La seconde particularité est le réajustement de l'acte en conséquence, car des ajustements annuels, des dépenses sont réalisées tout susceptibles de varier d'un exercice à l'autre et des recettes qui sont, en revanche, fixées (l'ouvrage pour la durée de contrat).





## Sommaire

I.	ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ	2
II.	LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION	3
III.	LES CHARGES ÉCONOMIQUES CALCULÉES	4
IV.	IMPÈMENT DES DÉFICITS ANTÉRIEURS	4
V.	IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS	4
VI.	ANNEXES	4

## I. ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ

Les ressources de toute nature dont le régime fiscal dépendent sont généralement classées aux régularités verbales, écrites ou traités ainsi que suit, leur nature, et leur efficacité (en raison de leur affectation, nature d'actifs, nature de l'actif concerné, services concernés, etc.)

3. Organisation de l'examen des États Financiers 2011 (rapport de l'Intégrité Régionale qui est faite de base)

## I.1. L'Intégrité Régionale est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité administrative, qui dispose de locaux et des services offerts par le siège social. Il se réfère à son lieu en tant que centre, localité ou autre, qui est en charge de gérer des investissements de capitaux, produits géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque centre, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents domaines de l'organisation (expertise technique, administrative, gestion d'investissements, services de gestion, ...). C'est ainsi que des moyens financiers et juridiques sont mis à la disposition et la réalisation de l'activité aux niveaux adaptés correspondant au des principes généraux d'organisation de l'examen des États Financiers.

## I.2. L'Intégrité Régionale dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat récapitule l'ensemble des recettes et dépenses (exploitation courante, intérêts et dividendes).
- Le solde positif de l'examen de l'activité de siège social est reporté et inscrit dans le compte de résultat des établissements concernés.
- Les profits et pertes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également récapitulés séparément.



## B LES RÈGLES ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est sous de la responsabilité de l'Entrepreneur Régional.

L'organisation de l'opération des Deux France repose en substance dans les CAGE, par la répartition entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

### A Charges directement imputées par contrats

- Les revenus du service, y compris les cotisations de base, factuelles ou estimées au titre de l'assurance sont directement imputés au contrat. Les recettes comprennent également les recettes d'exploitation hors TVA factuelles en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à des contrats.
- Les dépenses d'exploitation courantes du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros, intrants contractuels, Cotisations Fonction des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été réparties directement à chaque fois que cela a été possible.

### B Charges affectées sur une base technique

- Certaines recettes occasionnelles telles que les ventes d'usages et de terminaux de branchement, réalisation de branchement isolés, ne sont pas directement affectés par contrat et ont été des affectés selon une base technique.
- Les dépenses courantes à plusieurs contrats ont été affectées sur une certaine contrats à des d'impact, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de ces techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui sont généralement (ou pour à un contrat particulière).
- Les coûts supportent sur des postes principaux sont prioritaires au poste A1.
- Les coûts supportent sur des autres facteurs sont prioritaires au poste A2.

### 3. Charges relatives

#### a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de l'entreprise régionale sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque centre ou, et alternativement, après déduction de la part des impôts sur autres activités exercées par l'entreprise régionale. Le pourcentage de ces charges réparties sur le centre au prorata de la valeur ajoutée est déterminé en annexe A3. Les annuités à valeur ajoutée faible, voire négatives, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments de structure privé occupés et occupés) fixe à 0,7% de leur Produit (pourcentage de frais).
- La valeur ajoutée de centre est la différence entre les produits et les charges externes imputées et effectives – après, sous-traitance, réductions et cartons, frais de poste, dépenses contractuelles), charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production brute de centre, après soustraction des rémunérations de personnes externes, et est donc représentative des revenus net à la disposition de centre par L'ensemble des États-Francis.

#### b. La contribution des services centraux et régional

- La contribution des services centraux et régionaux est répartie sur l'ensemble des activités de la société, et ses filiales. La quote-part relative aux entreprises régionales est répartie en fonction des Produits nets Financiers locaux.
- Cette contribution est ensuite répartie au prorata de chiffre d'affaires de chaque centre ou, et alternativement, après déduction de la quote-part imputable sur autres activités exercées par l'entreprise régionale.

### 4. La participation financière et le dividende aux sociétés de droit à la suite des années

La participation des sociétés Fond est généralement dans les entreprises régionales, elle fait l'objet d'une information spécifique émise au siège social. Elle est répartie entre les centres au prorata des dépenses de mise-d'œuvre.

L'investissement et le dividende peut être réparti de façon à la suite des années, consécutifs dans l'entreprise régionale, sont répartis suivant la même règle.

## II- LES CHARGES ÉCONOMIQUES CALCULABLES

Les charges économiques calculables correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (entreprise privée) que pour le service délégué (entreprise publique) dans le cadre de son engagement contractuel (programmes de travaux, lots contractuels, avenants d'équipement intégratifs d'investissement) ou en charges d'entretien), ainsi qu'en obligation de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, inscrit au plan, le coût de la prestation correspondante, qui est pris dans la comptabilité des entreprises déléguées.

### I- Coût relatif des renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien de potentialités des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont déléguées, dans le CARE, suivant l'intégration au contrat au contrat.

- a. Garantie pour continuité de service.
- b. Programme contractuel.
- c. Lots contractuels.

a. « Garantie pour continuité de service » : cette rubrique correspond à la garantie (renouvellement de fonctionnement) dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à un avenant (en plus ou en moins) de son contrat initial contractuel.

La garantie de continuité de service doit, dans tous les cas, être limitée en fonction d'un plan indicatif de renouvellement. Celui-ci est défini en fonction des dispositions contractuelles et du type de renouvellement.

b. « Programme contractuel de renouvellement » : cette rubrique correspond au programme préétabli de travaux de renouvellement que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement de « patrimoine »).

Le montant économique des titres a et b de renouvellement est le tirage décomposé des dépenses préétablies sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul annuel des montants des dépenses préétablies sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement dont le coût est présenté en annexe M.

Si le plan indicatif de renouvellement prévoit une dépense régulière sur la durée, le mode de représentation est une courbe arithmétique.

d. « **Frais contractuels de remboursement** » : cette rubrique comprend les frais de, par exemple, enregistrement des titres et de la constitution des ISF, la déduction d'impôt contractuellement tenu par le prêteur (sur les intérêts ou profits ou certains rendements) annuel, moment par tel versement... et de la provision des dépenses de remboursement dans le cadre d'un acte plurimodal spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui tient notamment les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « somme » au titre contractuel, qui est donc due à l'émission du titre.

### g. **Charges relatives aux investissements contractuels**

Les charges relatives aux investissements de finance ouverte sont indiquées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations ci-dessous (ou autres) :

- a. programmes contractuels,
- b. fonds contractuels,
- c. versements d'intérêts de la collectivité prise en charge par le délégataire,
- d. investissements incorporés.

a. « **Programmes contractuels** » : cette rubrique comprend les programmes de titres tels que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des investissements « financiers de finance ouverte ». A la fin de programmes de titres tels, une comparaison est effectuée entre les montants effectivement réalisés et celui de contrat, et les montants réellement payés. Le compte carbone du CARE peut alors être établi en fonction de cette variation.

Dans ce cadre, nous dans cette ligne les investissements de fin financement de finance ouverte non programmés dans le contrat initial ou son avenant sont réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité...). Le détail de ces comptes est donné de contrat et la somme (positive à la Collectivité ou la déduisant, comme en fait de titre), figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à remplir lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prêter dans les cas où les profits ou certains rendements (intérêt annuel, moment par tel versement...) et de la provision des investissements de finance ouverte dans le cadre d'un acte plurimodal spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui tient notamment les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la somme contractuelle, qui est donc due à l'émission du titre.

c. « **Versements d'intérêts de la collectivité prise en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les versements de la collectivité par le délégataire pour un usage dans le cadre de contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporés** » : sont représentés sur cette rubrique les frais d'usage et les participations financières aux titres.

Même si par le « fonds contractuel », le traitement économique de ces investissements fait des versements par des charges financières relatives. Les valeurs, figurent au CARE, sont le résultat d'un calcul effectué des montants payés sur la somme de contrat à partir d'un taux de financement fixé au contrat et déduit de sommes à...



La méthode consiste à calculer l'impôt présumé d'un emprunt destiné à financer la cession des investissements réalisés au la date du contrat.

## 2. Charges fiscales présumées

Cette charge a pour objectif de restituer, au terme de la durée de vie de l'actif, une somme suffisante pour assurer le remboursement et de constituer le capital initial pour l'actif. La méthode est applicable à tous les contrats.

### – Des des comptes (charge relative aux comptes de Demande prêt)

Dans les conditions de Demande prêt, on crée les comptes, pour chaque un trimestre une charge relative en fonction d'un facteur connu établi chaque année par la Direction Administrative et Financière. Ce facteur est basé sur le coût d'achat réel des comptes au cours de l'exercice, moins de frais de mariage et de pose, et représente une partie-pour de frais généraux.

La charge relative aux comptes est aussi égale à l'excess de remboursement du capital investi, à un taux de financement externe (CAF) selon la durée de vie des emprunts + capital initial en année 45.

La durée retour est basée sur une durée de vie moyenne des comptes. Celle-ci est définie en année 45.

### – Autres éléments acceptés et incorporés (charges relatives des investissements de Demande prêt)

Ce sont : des biens de Demande prêt supportés de l'ensemble des États Français, tel que brevets, logiciels, matériel, ... ainsi que les biens de Demande prêt incorporés, notamment les logiciels.

La charge relative aux autres éléments incorporés et acceptés est fondée par le nombre de fois que :

- la durée des amortissements initiaux de l'actif est inférieure,
- le coût des dépenses investies, ainsi que la somme totale cumulée de l'actif réalisée sur un taux de financement externe (CAF) de 10 ans + capital égal à 5,00%

La charge sera calculée, sans égard aux différents articles et aux facteurs en fonction de leur valeur relative respective.

#### 4. **Évaluation des fonds de fonds de placement**

L'évaluation des fonds de fonds de placement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les dépenses (notamment des factures), et de recouvrement (des incassables et incassés), la vitesse de rotation des stocks et les dates de paiement des fournisseurs. La rétroactivité est basée sur les jours (ou le nombre) de jours à 1,07% (1,07% en position négative (DR positif) et 0,72% en position positive (DR négatif)).

#### 5. **APUREMENT DES DÉFICITS ANTÉRIEURS**

Lorsqu'un contrat débite les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement de l'effet antérieur.

#### 6. **IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**

Un impôt définitif est traité, au lieu en régime, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits précédents.

Le taux applicable est de 20,10%.

#### 7. **IMPÔT**



**A1 - CMA reposant sur des critères physiques**

Profil de charge d'opération	CM
Activités courantes effectuées sur	Classe d'efforts ou projet
CMMA (matériels des	Matériaux de construction ou
Charges courantes	Équipement de maintenance (ex)
Travaux et projets particuliers effectués sur	Matériaux d'entretien ou de réparation
Charges de maintenance	Matériaux de fabrication
Travaux courants	Classe d'efforts (E)
Travaux particuliers effectués	CM (ex) ou CM (ex) (ex) (ex) (ex) (ex)
Travaux de maintenance	Matériaux de fabrication
Travaux particuliers effectués	Classe d'efforts (ex) (ex)

**A2 - CMA reposant sur des critères financiers**

Profil de charge d'opération	CM
Charges courantes de services courants (ex) (ex) (ex)	Charges courantes de services courants (ex) (ex) (ex)
Charges de services courants (ex) (ex) (ex)	Charges courantes (ex) (ex) (ex)
Travaux courants de services courants (ex) (ex) (ex)	Travaux courants (ex) (ex) (ex)
Travaux de services courants (ex) (ex) (ex)	Travaux courants de services courants (ex) (ex) (ex)

Les charges de tout ordre (services courants, travaux et autres) effectués sur le fond des charges de services courants peuvent toutefois se rattacher au capital. Les services courants (CM) des charges de services courants.

**A3 - Calcul de Répartition à la Valeur Ajoutée**

Les frais généraux (services courants, travaux et autres) effectués sur le fond des charges de services courants et travaux courants sont répartis sur le capital au prorata de la valeur ajoutée. Les charges courantes de services courants et travaux courants sont des charges de services courants.

**A4 - Taux de Financement - Données courantes**

Le taux de financement est égal à 1,000.

**A5 - Coefficient de Garantie Prêt**

Le coefficient de garantie prêt est égal à 1,000.

Le coefficient de garantie prêt est égal à 1,000.





**Chapter 10: Introduction to Probability**



**ATTACHMENT A - ASSURANCE**

**AAA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE**, Société Anonyme de Droit Français, régie par le Code des Assurances, au capital de 144 000 000 €, dont le siège social est situé à, rue Jean Lantier 75421 Paris Cedex 8, inscrit au Tribunal de Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 565 077 865, adresse par le présent :

**L'YVES SAINT LAURENT FINANCIER**

5ème étage  
18 Place de Paris  
92044 PARIS LA DEFENSE

opérant sous son propre nom pour celui de l'assuré en cas d'établissement en France

à savoir le contrat d'assurance (Date n° 200800001), annexé par correspondance (copie) de la Responsabilité Civile (propre et directe) en matière de dommages corporels, matériels et immatériels causés au tiers, de fait de ses activités professionnelles telles qu'énumérées au paragraphe 3 et 3 bis ci-dessous.

Les garanties de validité et d'indemnité d'assurance à concurrence des sommes assurées, et leur durée ont été définies ci-dessous par écrits relatifs.

Il est précisé que l'engagement de l'Assureur en cas de sinistre atteint un plafond maximal de 1 000 000 euros par sinistre, quel que soit le montant du préjudice de ce dernier en cas :

**Garantie 1**

**Responsabilité Civile (propre et directe) :**

Tous dommages corporels ..... 1 000 000 euros par sinistre  
(Dommages matériels et immatériels compris au sein)

**Responsabilité Civile (propre et directe) / Tiers / Professionnelle :**

Tous dommages corporels ..... 1 000 000 euros par sinistre  
(Dommages matériels et immatériels compris au sein) et par année d'assurance

**Responsabilité Civile (propre et directe) :**

Tous dommages corporels ..... 1 000 000 euros par sinistre  
(Dommages matériels et immatériels compris au sein) et par année d'assurance

**Garantie 2 - Tous autres sinistres (hors des précédents)**

- Responsabilité Civile (propre et directe) et  
Responsabilité Civile (propre et directe) professionnelle ..... 1 000 000 euros par sinistre  
et par année d'assurance

- Frais d'urgence ..... 1 000 000 euros par sinistre  
et par année d'assurance

- Frais de gestion et de réclamation des Dommages Professionnels  
(Dommages Professionnels (DPA) (DPP)) ..... 1 000 000 euros par sinistre  
et par année d'assurance

- Frais de réhabilitation des victimes de faits de violence sexuelle par l'assuré à la suite  
d'un sinistre à l'assurance (dans le cadre de l'assurance de ses activités)  
inscrivant sur son site d'assurance ..... 1 000 000 euros par sinistre  
et par année d'assurance









ACP Europe

ATTORNIATOION PASSEURANCE

100 rue de la République  
92000 Nanterre  
France  
Tél: 01 47 34 10 00

01 47 34 10 00  
01 47 34 10 00

Nom (nom complet) :

ACI Europe  
5, avenue de France  
92000 Nanterre Cedex

Adresse (complet) :

47 Avenue des États Français  
75008 Paris  
20, Cité de Paris  
92000 Paris La Defense Cedex

Agissant pour le compte de l'assuré et son habitation en France

Je soussigné (e) soussignée (e) déclare avoir lu et approuvé les conditions générales de l'assurance et les conditions particulières de l'assurance en date du 17 Janvier 2000, par lesquelles :

ACI Europe  
47 Avenue des États Français  
92000 Nanterre

les conditions générales ont été acceptées et les conditions particulières ont été acceptées et approuvées.

Je soussigné (e) soussignée (e) déclare avoir lu et approuvé les conditions générales de l'assurance et les conditions particulières de l'assurance en date du 17 Janvier 2000, par lesquelles :

les conditions générales ont été acceptées et les conditions particulières ont été acceptées et approuvées.

De plus, j'ai accepté les conditions de l'assurance en date du 17 Janvier 2000, par lesquelles :

Je soussigné (e) soussignée (e) déclare avoir lu et approuvé les conditions générales de l'assurance et les conditions particulières de l'assurance en date du 17 Janvier 2000, par lesquelles :

### INDICATIONS DES GARANTIES

Le montant des garanties est de : \_\_\_\_\_ en francs (€)

Avec les valeurs limites suivantes :

Montant des garanties de base :	en francs (€)
Plafond de base :	en francs (€)
Plafond de base des garanties :	en francs (€)
Plafond de base des garanties :	en francs (€)
Plafond de base des garanties :	en francs (€)

Signature et date de l'assuré et son habitation en France





**Marketing Standards**

**STANDARD AGREEMENT**

AM Corporate Solutions ("AM") is a leading provider of business-to-business marketing solutions. We are committed to providing our clients with the highest quality marketing solutions and services. This Standard Agreement ("S.A.") sets forth the terms and conditions of our marketing solutions and services. It is a contract between AM and you, and it is intended to be read in conjunction with our Marketing Solutions and Services Agreement ("M.S.A.") and our Privacy Policy ("P.P.").

1.01 - You agree to use our marketing solutions and services in accordance with the terms and conditions of this S.A.

1.02 - You agree to indemnify and hold AM harmless from and against all claims, damages, losses, and expenses, including reasonable attorneys' fees, that may be asserted against AM or its agents, employees, or subcontractors, arising out of or from the use of our marketing solutions and services.

**2.01 - Marketing Solutions**

2.01.01 - You agree to provide accurate and complete information to AM regarding your business, including your name, address, phone number, and email address. You also agree to provide accurate and complete information regarding your marketing goals and objectives. You agree to provide accurate and complete information regarding your budget and the timing of your marketing campaign.

2.01.02 - You agree to provide accurate and complete information to AM regarding your marketing campaign, including the type of campaign, the target audience, and the timing of the campaign. You agree to provide accurate and complete information regarding your budget and the timing of your marketing campaign.

**2.02 - Marketing Solutions - Attribution**

2.02.01 - You agree to use the attribution model provided by AM to measure the effectiveness of your marketing campaign. You agree to provide accurate and complete information regarding your marketing campaign, including the type of campaign, the target audience, and the timing of the campaign. You agree to provide accurate and complete information regarding your budget and the timing of your marketing campaign.

**2.03 - Marketing Solutions - Reporting**

2.03.01 - You agree to provide accurate and complete information to AM regarding your marketing campaign, including the type of campaign, the target audience, and the timing of the campaign. You agree to provide accurate and complete information regarding your budget and the timing of your marketing campaign.

2.03.02 - You agree to provide accurate and complete information to AM regarding your marketing campaign, including the type of campaign, the target audience, and the timing of the campaign. You agree to provide accurate and complete information regarding your budget and the timing of your marketing campaign.

**2.04 - Marketing Solutions - Privacy**

2.04.01 - You agree to provide accurate and complete information to AM regarding your marketing campaign, including the type of campaign, the target audience, and the timing of the campaign. You agree to provide accurate and complete information regarding your budget and the timing of your marketing campaign.

2.04.02 - You agree to provide accurate and complete information to AM regarding your marketing campaign, including the type of campaign, the target audience, and the timing of the campaign. You agree to provide accurate and complete information regarding your budget and the timing of your marketing campaign.

2.04.03 - You agree to provide accurate and complete information to AM regarding your marketing campaign, including the type of campaign, the target audience, and the timing of the campaign. You agree to provide accurate and complete information regarding your budget and the timing of your marketing campaign.

2.04.04 - You agree to provide accurate and complete information to AM regarding your marketing campaign, including the type of campaign, the target audience, and the timing of the campaign. You agree to provide accurate and complete information regarding your budget and the timing of your marketing campaign.



AM Corporate Solutions and its subsidiaries are not responsible for the accuracy or completeness of the information provided by our clients. We are not a financial institution and do not provide financial advice. This document is for informational purposes only and does not constitute an offer of any financial product or service. The information contained herein is not intended to be relied upon in making any investment decision. The information contained herein is not intended to be used as a substitute for professional advice. The information contained herein is not intended to be used as a substitute for professional advice. The information contained herein is not intended to be used as a substitute for professional advice.



**ALBERTVILLE**  
PLAN LOCAL D'URBANISME

RESEAU EAU POTABLE  
Ech : 1/5000









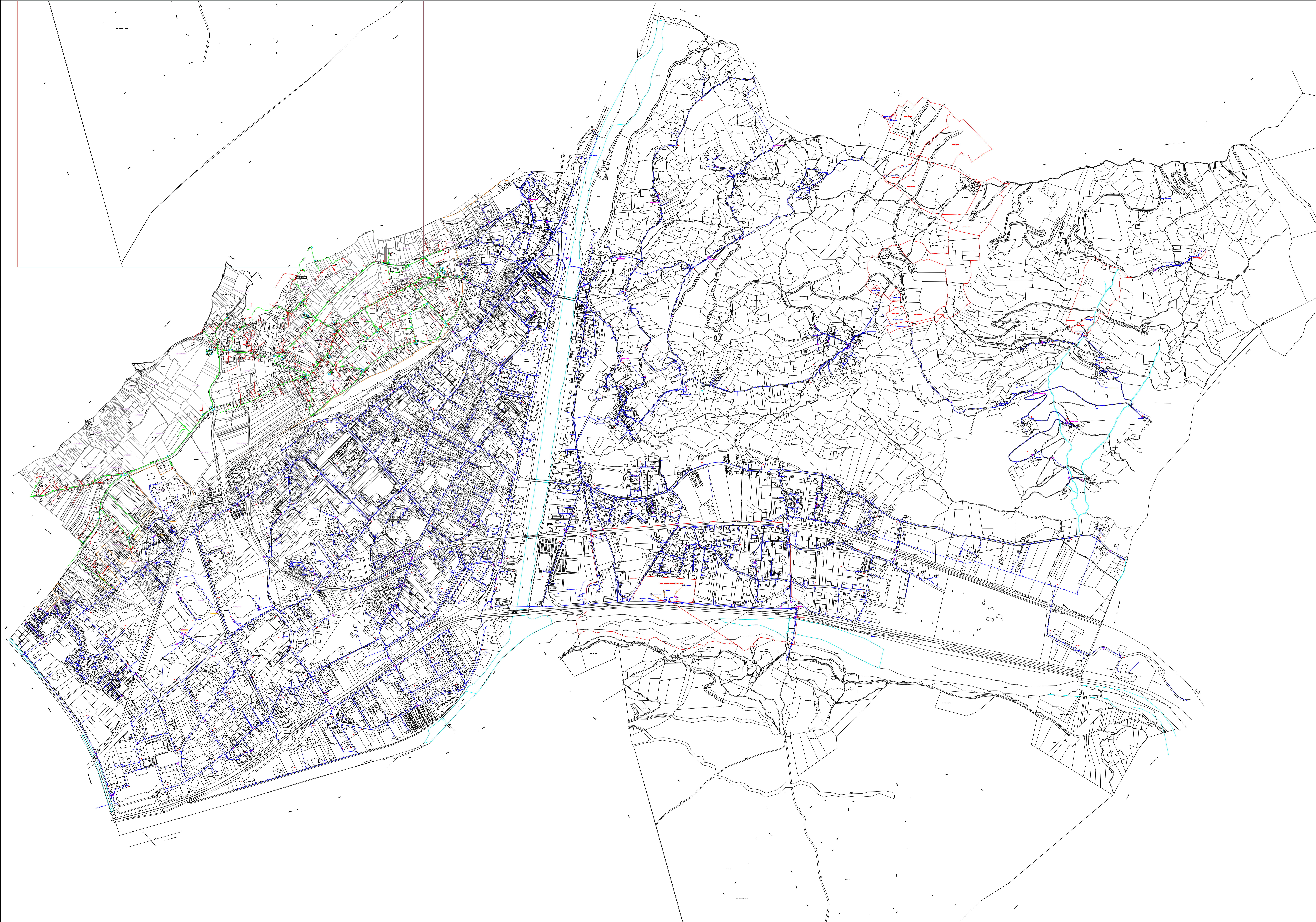
Prescription de la révision n° 1 du PLU:  
Délibération du conseil municipal du 18 novembre 2013

Arrêt du projet:  
Délibération du conseil municipal du 26 mai 2014

Approbation du Plan Local D'Urbanisme :  
Délibération du conseil municipal du 17 novembre 2014

**LEGENDE**

-  Réseau d'eau potable Lyonnaise des Eaux
-  Périmètre immédiat, rapproché et éloigné des champs de captage d'eau potable
-  Cours d'eau
-  Limite d'intervention de la Lyonnaise des Eaux
-  Réseau d'eau potable Siebe
-  Piquage propriétés privés



**ALBERTVILLE**  
PLAN LOCAL D'URBANISME

RESEAU EAUX PLUVIALES  
Ech : 1/5000



Prescription de la révision n° 1 du PLU:  
Délibération du conseil municipal du 18 novembre 2013

Arrêt du projet:  
Délibération du conseil municipal du 26 mai 2014

Approbation du Plan Local D'Urbanisme :  
Délibération du conseil municipal du 17 novembre 2014

**LEGENDE**

- Réseau d'eau pluviale
- Périmètre immédiat, rapproché et éloigné des champs de captage d'eau potable
- Rejet en rivière
- Puit perdu

